

ANNE BRASSEUR

« Pas de frontières
pour les droits de l'homme,
la démocratie et l'État de droit.
Ni aujourd'hui. Ni demain »



Présidence
de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe

27 janvier 2014-25 janvier 2016



ANNE BRASSEUR

« Pas de frontières
pour les droits de l'homme,
la démocratie et l'État de droit.
Ni aujourd'hui. Ni demain. »

Présidence
de l'Assemblée parlementaire
du Conseil de l'Europe
27 janvier 2014-
25 janvier 2016

Édition anglaise
Anne Brasseur
*"Human rights, democracy
and the rule of law
know no borders
and never should"*

Toute demande de reproduction ou
de traduction de tout ou d'une partie
de ce document doit être adressée à la
Direction de la communication (F 67075
Strasbourg ou publishing@coe.int).
Toute autre correspondance relative
à ce document doit être adressée à
la Direction de la communication.

Couverture et mise en page:
Service de la production des
documents et des publications
(SPDP), Conseil de l'Europe

Les photos de cette publication
relèvent du Conseil de l'Europe
ou ont été gracieusement mises à
disposition par les autorités hôtes
lors des visites présidentielles

© Conseil de l'Europe, janvier 2016
Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe

Table des matières

AVANT-PROPOS	5
LE CONFLIT EN UKRAINE	7
LES RELATIONS AVEC LA DÉLÉGATION RUSSE AUPRÈS DE L'ASSEMBLÉE	10
LE PHÉNOMÈNE MIGRATOIRE ET LE DRAME DES RÉFUGIÉS	12
COMBATTRE L'INTOLÉRANCE, LA HAINE ET LA RADICALISATION CONDUISANT À L'EXTRÉMISME VIOLENT	16
DÉFENDRE LES NORMES DU CONSEIL DE L'EUROPE	19
ENCOURAGER LE PROGRÈS SUR LE FRONT DES RÉFORMES INTERNES	22
PROMOUVOIR LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE AINSI QUE LE DIALOGUE ET LA RÉCONCILIATION	25
INTÉGRITÉ ET ÉTHIQUE DANS LE SPORT	29
QUELQUES OBSERVATIONS FINALES	31
MOMENTS MARQUANTS	32
SÉLECTION DE DISCOURS	52
VISITES ET RÉUNIONS	112

Avant-propos

Dès mon élection le 27 janvier 2014, j'ai déterminé les cinq grands enjeux autour desquels s'articuleraient mes activités de Présidente de l'Assemblée, à savoir :

- ▶ le phénomène migratoire, le drame des réfugiés, ses causes fondamentales et notre coopération avec nos voisins ;
- ▶ la lutte contre l'intolérance, la haine, l'extrémisme et le terrorisme ;
- ▶ l'aide à nos États membres pour surmonter les situations de crise et faciliter la mise en œuvre de leurs engagements et obligations ;
- ▶ la diplomatie parlementaire ;
- ▶ la lutte contre la corruption et, en particulier, la promotion de l'intégrité et de l'éthique dans le sport.

■ Je ne me doutais guère à ce moment là de la pertinence de ces priorités pour l'Assemblée parlementaire, pour le Conseil de l'Europe dans son ensemble et pour nos États membres.

■ Nos réalisations durant les deux années de mon mandat sont le fruit des efforts conjugués de tous les organes du Conseil de l'Europe – c'est-à-dire de l'ensemble des parlementaires, représentants et experts gouvernementaux, hauts fonctionnaires et agents – et je tiens à remercier tous mes interlocuteurs et partenaires de leur constant soutien et de leur excellente coopération. Je remercie aussi la Chambre des députés du Luxembourg, ainsi que tous mes collègues du parlement. Sans eux, leur soutien et leur compréhension, je n'aurais pas été à même de remplir aussi efficacement les multiples engagements afférents au mandat de Présidente de l'Assemblée au cours de ces deux années.

■ Sur bien des dossiers, les progrès enregistrés sont à mettre au compte d'étroites synergies avec le Secrétaire Général et la Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, avec le Commissaire aux droits de l'homme, le Comité des Ministres et leurs présidences respectives, ainsi qu'avec nos partenaires internationaux, tout particulièrement avec l'Union européenne et les Nations Unies, et leurs multiples agences.

■ Durant ces deux années, notre Assemblée a continué d'être une instance politique de haut niveau pour un dialogue paneuropéen et des échanges de vues avec des dirigeants internationaux de premier plan. Nous avons ainsi eu l'honneur de tenir des échanges sur des sujets d'actualité, par exemple, avec le Président Porochenko

immédiatement après son élection en Ukraine, des échanges religieux, avec le pape François, et d'autres avec les dirigeants d'organisations internationales, comme le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Ces personnalités et maints autres dignitaires sont venus faire part de leur vision, de leurs idées et de leurs points de vue à des parlementaires représentant 820 millions de citoyens européens.

■ Confrontée à de grands défis, notre Assemblée a pris des positions audacieuses pour défendre fermement les valeurs qui nous unissent. Nous avons su rester unis et maintenir le cap, guidés essentiellement par les balises que sont nos normes, notamment la Convention européenne des droits de l'homme dont nous avons célébré en novembre 2015 le 65^e anniversaire.

■ Diriger notre Assemblée à un moment aussi important aura été une immense responsabilité. Et je suis fier d'avoir travaillé avec des acteurs multiples pour façonner la réponse de l'Europe aux défis multiples de ces deux années écoulées. Dans la présente publication, je souhaite en conséquence exposer les temps forts de mes activités de Présidente de l'Assemblée en les regroupant comme suit :

- ▶ le conflit en Ukraine et les relations avec la délégation russe auprès de l'Assemblée parlementaire ;
- ▶ le phénomène migratoire et le drame des réfugiés ;
- ▶ la lutte contre l'intolérance, la haine et la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent ;
- ▶ le respect des normes du Conseil de l'Europe, l'incitation à engager des réformes intérieures et la promotion de la diplomatie parlementaire, ainsi que le dialogue et la réconciliation ;
- ▶ l'intégrité et l'éthique dans le sport.

Le conflit en Ukraine

Le conflit en Ukraine et la question connexe des relations entre l'Assemblée parlementaire et la délégation russe ont été l'une de mes premières priorités tant chronologiquement parlant que sous l'angle de leur importance.

” If you asked me the three priorities for the Council of Europe today, I would have to reply: Ukraine, Ukraine and Ukraine.

Discours lors de la 124^e session du Comité des Ministres

Vienne, 5 mai 2015

■ Les frontières ne peuvent pas être changées unilatéralement ou par la force, tel est le principe fondamental de l'ordre juridique international actuel. En conséquence, l'annexion de la Crimée a constitué une violation sans précédent des principes fondamentaux du Statut du Conseil de l'Europe, ainsi qu'une violation par la Russie de ses engagements envers l'Organisation. Cette position a été clairement exprimée par l'Assemblée dans les Résolutions 1990 (2014), 2034 (2015) et 2063 (2015) qui m'ont amenée à tout mettre en œuvre pour garantir que notre Assemblée offre à l'Ukraine le soutien politique requis :

- ▶ dans un certain nombre d'allocutions et déclarations publiques, j'ai expliqué la position de l'Assemblée et condamné l'implication présumée et signalée de la Russie dans le conflit à l'est de l'Ukraine ;
- ▶ j'ai exhorté toutes les parties concernées à remédier aux conséquences humanitaires et aux incidences – en termes de droits de l'homme – du conflit dans le Donbass, ainsi qu'à la situation préoccupante des droits de l'homme en Crimée ;
- ▶ j'ai encouragé les autorités ukrainiennes à s'engager résolument dans la voie des réformes afin d'accélérer l'exécution des engagements et obligations post-adhésion. La mise en œuvre de certains de ceux-ci n'a que trop tardé ; il est de

la plus haute importance de renforcer les institutions démocratiques du pays et de jeter les bases d'une solution durable au conflit, en s'appuyant sur le « train de mesures visant à mettre en œuvre les Accords de Minsk »;

- ▶ J'ai aussi demandé instamment à toutes les parties prenantes d'examiner la question de l'impunité pour les violations de droits de l'homme en rapport avec les événements de la place Maïdan et ceux d'Odessa, ainsi que, de manière générale, avec le conflit dans les régions orientales de l'Ukraine, en prenant pour référence les rapports du panel consultatif international mis en place par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

■ Au cours de mes deux années de mandat, je me suis rendue à deux reprises en Ukraine avec les membres du Comité des Présidents de l'Assemblée; j'ai eu régulièrement des contacts téléphoniques avec de hauts fonctionnaires ukrainiens, en particulier avec le Président de la Verkhovna Rada et le ministre des Affaires étrangères. Je n'ai eu de cesse d'agir en étroite coordination avec le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, la présidence du Comité des Ministres, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et le Commissaire aux droits de l'homme pour veiller à ce que les institutions du Conseil de l'Europe fassent front commun face à cette crise sans précédent.

” Ukraine needs solid democratic institutions, a sound constitutional and legal framework, an independent, impartial and effective judiciary, a modern and efficient system of devolution of power, and – above all – an inclusive political process to carry out all these reforms.

Discours d'ouverture, partie de session d'avril 2015 de l'Assemblée

Strasbourg, 20 avril 2015

■ J'ai constamment essayé de soutenir et compléter le travail des rapporteurs des commissions de l'Assemblée (suivi, questions politiques, migrations, questions juridiques) contribuant aux dossiers sectoriels relatifs au conflit en Ukraine.

■ Voici quelques résultats de notre action commune :

- ▶ en mars 2014, au début de la crise en Crimée, nous avons établi des contacts directs avec les Présidents de la Verkhovna Rada d'Ukraine et de la Douma d'État de la Fédération de Russie, en les exhortant à désamorcer le conflit et à trouver une solution à la crise, dans le respect des valeurs et des principes du Conseil de l'Europe;
- ▶ une semaine après l'annexion de la Crimée par la Russie, le Comité des Présidents de l'Assemblée s'est rendu en Ukraine (y compris dans les régions de Donetsk et de Lviv) pour évaluer la situation et exprimer son soutien politique aux autorités;

- ▶ en félicitant le Président de l'Ukraine, M. Petro Porochenko, de son élection, je l'ai invité à prononcer un discours devant l'Assemblée durant notre partie de session de juin 2014. Sa visite au Conseil de l'Europe a été un temps fort de nos activités et le point de départ d'une coopération constructive sur un certain nombre de projets de réforme;
- ▶ en réponse à la dramatique escalade du conflit au cours de l'été 2014 et en janvier février 2015, j'ai fait de nombreuses déclarations publiques pour appeler toutes les parties à mettre un terme à la violence et à respecter les accords de cessez-le-feu, pour dénoncer les graves conséquences humanitaires du conflit et pour demander à tous les camps de les traiter, ainsi que pour insister sur la nécessité d'enquêtes approfondies et détaillées sur tous les problèmes et violations de droits de l'homme ayant trait au conflit;
- ▶ en ce qui concerne les citoyens ukrainiens détenus en Russie, j'ai pris plusieurs mesures avec les autorités russes, en particulier pour ce qui est de la situation de M^{me} Nadiia Savchenko, membre de l'Assemblée, actuellement jugée en Russie, qui ne peut pas participer aux activités de l'Assemblée malgré l'immunité parlementaire que lui confère notre Règlement.

■ Les développements récents dans l'est de l'Ukraine laissent une petite place à l'optimisme et à l'espoir, même si cet espoir est aussi fragile que le cessez-le-feu lui-même : celui-ci est largement respecté et le retrait des armes lourdes semble se dérouler comme prévu. Une possibilité nous est maintenant offerte d'accélérer la mise en œuvre des Accords de Minsk et de faire avancer le processus de règlement. Les parties en présence et tous les acteurs doivent désormais assumer leurs responsabilités et apporter une contribution constructive à la paix et au processus de règlement politique. Et notre Assemblée doit les soutenir dans leurs efforts.

Les relations avec la délégation russe auprès de l'Assemblée

Je dois dire que durant ces deux années mes contacts avec mes interlocuteurs russes n'ont pas été faciles. Clairement, dès le début de la crise, nos points de vue ont divergé sur un certain nombre de points. Je me suis néanmoins efforcée de garder ouvertes les possibilités de communiquer.

■ Durant la partie de session de l'Assemblée d'avril 2014, les pouvoirs de la délégation russe ont été contestés pour des motifs substantiels. Dans la Résolution 1990 (2014), l'Assemblée a confirmé les pouvoirs de la délégation russe tout en infligeant parallèlement des sanctions aux membres de la délégation « afin de marquer sa condamnation et sa désapprobation face aux agissements de la Fédération de Russie à l'égard de l'Ukraine ». Les pouvoirs de la délégation ont été contestés une nouvelle fois à l'ouverture de la partie de session de l'Assemblée de janvier 2015 et, de nouveau, l'Assemblée a ratifié les pouvoirs tout en maintenant et en renforçant les sanctions, afin « d'exprimer clairement qu'elle condamne la poursuite des graves violations par la Fédération de Russie à l'égard de l'Ukraine du droit international, notamment du Statut du Conseil de l'Europe et des engagements pris par la Russie lors de son adhésion à l'Organisation ». Cette position a été reconfirmée par l'Assemblée en juin 2015, dans la Résolution 2063 (2015).

■ Mon rôle en tant que Présidente de l'Assemblée a consisté à veiller à ce que ces résolutions soient mises en œuvre. D'où l'importance d'éviter tout malentendu s'agissant de ce que l'Assemblée a fait et n'a pas fait.

■ Le but de l'Assemblée n'a pas été d'exclure la Russie, mais de lui adresser un signal politique fort de désapprobation de ses agissements et de son attitude envers l'Ukraine. Face aux conséquences qui en découlent, il incombe aux responsables politiques que nous sommes de prendre des mesures, mais également de rechercher ensemble des solutions.

” Europe needs Russia as a reliable partner and a responsible power, but Russia has to respect its international obligations for there to be peace, security and stability in Europe.

Discours d’ouverture, partie de session de l’Assemblée de janvier 2015

Strasbourg, 26 janvier 2015

■ J’ai la ferme conviction que la diplomatie est et reste l’outil le plus puissant à notre disposition dans les situations de crise. J’ai considéré par conséquent que mon rôle de Présidente de l’Assemblée était de maintenir les contacts avec mes interlocuteurs russes, de continuer à dialoguer, de chercher à rapprocher les positions et, ultérieurement, de contribuer à résoudre la crise ou, à tout le moins, à mettre en place les mécanismes pour y remédier.

■ Les décisions de la délégation russe de suspendre sa coopération avec l’Assemblée en 2014 et 2015 n’ont pas rendu ma tâche aisée. Cela étant, en dépit de cette décision, j’ai continué à maintenir un contact direct avec les membres de la délégation russe et avec la présidence du Parlement russe.

■ Après un contact téléphonique direct en juin 2014 avec le Président de la Douma d’État, M. Sergueï Narychkine, j’ai décidé, avec les membres du Comité des Présidents, de l’inviter avec plusieurs membres de la délégation russe à une réunion, à Paris, le 1^{er} septembre 2014. Comme suite à ce premier contact direct, nous avons tenu deux autres réunions de même nature, en novembre 2014, à Moscou et, en janvier 2015, à Strasbourg.

■ Nos efforts pour rapprocher les positions n’ont malheureusement pas abouti. Je le regrette. À la suite de la décision de janvier 2015 de renouveler et d’étendre les sanctions, la délégation russe a décidé de suspendre, une deuxième fois, sa coopération avec l’Assemblée.

■ J’ai néanmoins persisté à maintenir les contacts chaque fois que l’occasion s’est présentée, notamment avec le Président de la Douma d’État, l’ambassadeur russe à Strasbourg, le ministre des Affaires étrangères de Russie, lors de la session ministérielle de mai 2015 à Bruxelles, et, tout récemment, avec la Présidente du Conseil de la Fédération avec qui je me suis entretenue le 19 octobre 2015 en marge de la 133^e Assemblée de l’Union interparlementaire (UIP) à Genève.

■ Dans toutes ces discussions, en dépit des désaccords, j’étais encouragée par la position générale des autorités russes concernant le Conseil de l’Europe qu’elles considèrent comme un cadre important et utile pour la coopération paneuropéenne. À l’évidence, le point mort où en sont nos relations n’est bénéfique pour personne. Il nous incombe de rechercher des solutions ensemble et de porter toute notre attention sur les préoccupations communes et les points qui nous unissent.

■ Je pense que des solutions peuvent être trouvées et je suis convaincue que nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas dialoguer les uns avec les autres.

Le phénomène migratoire et le drame des réfugiés

Ces deux questions ont été au centre de mes activités dès le début de mon mandat. Depuis des années, l'Assemblée sonne l'alarme et appelle l'attention des États membres et des parlementaires sur la situation désespérée des réfugiés fuyant les conflits et la pauvreté, ainsi que sur la nécessité d'élaborer une approche stratégique de la gestion des migrations et de l'intégration au niveau paneuropéen.

”The inflow of refugees and migrants to Europe reminds us that we do not live isolated from each other; it reminds us that state borders, and frontiers between continents cannot, and should not, prevent people from escaping violence and persecution.

Discours lors de la 4^e Conférence mondiale des présidents de parlement, siège des Nations Unies

New York, 1^{er} septembre 2015

■ Nous n'avons pas su anticiper l'ampleur du défi à relever et, aujourd'hui, nous sommes submergés par les conséquences et les incidences de ce qui est devenu pour beaucoup une crise des réfugiés sans précédent. Au lieu de concevoir une vision stratégique et une approche à long terme, nous avons par trop souvent proposé des solutions à court terme et nous voici à présent à négocier comme des « marchands de tapis » sur des quotas et des chiffres. Nous ne devrions pas oublier que, derrière ces chiffres, il y a des vies humaines, des femmes et des hommes avec leur dignité et leurs droits, et leurs aspirations et leurs espoirs légitimes d'un avenir meilleur. Nous ne devrions pas oublier non plus que nous sommes un continent de 820 millions de personnes nettement plus à même que d'autres régions du monde d'absorber les flux de réfugiés.

■ L'une de premières visites dans les États membres était en Grèce, un pays qui se trouve aux avant-postes du drame des réfugiés. J'ai voulu voir par moi-même les réfugiés et les efforts déployés pour remédier à leurs souffrances. Au cours de cette

visite, en mai 2014, j'ai eu des échanges de vues sur le drame des réfugiés et des flux migratoires mixtes avec des interlocuteurs politiques à haut niveau. Je leur ai exprimé la solidarité et le soutien de l'Assemblée. De toute évidence, on ne saurait laisser la Grèce – de même que les autres États sur la ligne du front – faire face seule à l'afflux massif de migrants clandestins, de réfugiés et de demandeurs d'asile.

■ À Athènes, je me suis rendue dans un poste de police à Petrou Ralli où les migrants clandestins sont détenus dans des conditions extrêmement éprouvantes. Ce fut une expérience poignante qui m'a surprise et choquée.

■ La visite au poste de police de Petrou Ralli a eu l'effet d'un catalyseur sur mes travaux concernant ce problème, non seulement en Grèce, mais aussi dans de nombreux autres pays. Dans le cadre de mes visites de pays, je me suis donc rendue chaque fois que possible dans des structures d'accueil et des camps de réfugiés, par exemple en Italie (Mineo), en mars 2015, et en Turquie (Kilis), en avril 2015.

” I admire their courage and their efforts to come to terms with their desperate situation and I feel ashamed to hear discussions in some member states where some people seem to oppose relocation of refugees. It is our humanitarian duty to help these people because human rights are universal.

Discours d'ouverture, partie de session de l'Assemblée d'avril 2015

Strasbourg, 20 avril 2015

■ Comme le pape François l'a dit fort justement dans son homélie à Lampedusa, en juillet 2014, et dans le discours qu'il a prononcé au Conseil de l'Europe et devant notre Assemblée parlementaire en novembre 2014, il nous faut nous lever contre « la globalisation de l'indifférence ». Nous avons l'obligation morale d'offrir un refuge, un abri et une aide aux réfugiés, mais c'est aussi une obligation juridique découlant de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés et d'autres traités internationaux. C'est avec cette idée à l'esprit que j'ai appuyé deux initiatives concrètes de notre Assemblée parlementaire.

■ Ma première initiative, m'appuyant sur l'expérience de notre commission des migrations, a été d'encourager les parlementaires – dans toutes mes visites de pays – à se rendre dans des centres de rétention pour migrants chez eux, dans leur pays. Dans le mien, le Luxembourg, j'ai visité un centre de rétention pour migrants avec les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée. En outre, au début de 2015, j'ai lancé l'idée d'organiser, le 18 décembre 2015 – Journée internationale des migrants – des visites simultanées dans des centres de rétention et d'accueil de migrants clandestins dans les 47 États membres du Conseil de l'Europe. J'espère que cet exercice deviendra une pratique constante pour la délégation de l'Assemblée et que davantage de collègues se joindront à nous en 2016 pour des visites de centres de rétention dans leur pays.

■ La seconde initiative a fait suite à ma visite officielle en avril 2015 en Turquie et consistait à persuader le Bureau de l'Assemblée de mettre en place une commission ad hoc composée des présidents ou représentants des 47 délégations nationales auprès de l'Assemblée, chargée de visiter des camps de réfugiés et des projets d'intégration locaux le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie. Cette visite s'est déroulée du 14 au 16 juin 2015. Vingt-cinq membres de l'Assemblée de vingt délégations nationales ont visité des « cités conteneurs » et des camps de tentes à proximité de Gaziantep. J'ai demandé à mes collègues qui ont participé à cette visite de faire part de cette expérience à leur retour chez eux et d'attirer l'attention de leurs parlements nationaux sur la situation dramatique et les efforts que déploie la Turquie pour faire face à la présence de plus de deux millions de réfugiés. Je suis heureuse de constater que beaucoup l'ont fait. Je me félicite également de ce que notre commission des migrations ait assuré un suivi en organisant une visite sur l'île grecque de Kos pour recevoir des informations de première main sur la situation des réfugiés et les défis auxquels sont confrontées les autorités locales.

■ Le phénomène des migrations et le drame des réfugiés sont des problèmes mondiaux appelant une solidarité mondiale. Une réponse coordonnée est nécessaire à tous les niveaux, international, national et local, là où la solidarité démarre dans les faits. Par conséquent, j'ai soulevé ce point dans toutes mes visites et, en particulier, en Allemagne, en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Croatie, en Espagne, en France, en Grèce, en Italie, en Turquie, au Portugal, en Serbie, pour ne donner que quelques exemples.

■ Par ailleurs, j'ai examiné le phénomène des migrations dans mes échanges avec nos partenaires des pays du voisinage. Des pays comme la Jordanie, le Liban, le Maroc ou la Tunisie déploient d'immenses efforts pour accueillir des réfugiés et des demandeurs d'asile. Nous devons les soutenir dans leurs efforts tout en recherchant – avec eux – le meilleur moyen de traiter les causes fondamentales de la crise.

” With regard to the management of migration flows and the situation of refugees, Morocco's efforts deserve our full respect, in particular in terms of the integration of migrants and refugees. At a time when many countries on the northern shores of the Mediterranean have to cope with the same challenges, Morocco's experience ought to be shared and taken into account.

Communiqué de presse à l'issue de la visite officielle de la Présidente de l'APCE au Maroc

8-9 décembre 2015

■ De plus, guidée par la nécessité de trouver des solutions mondiales à la crise mondiale, j'ai soulevé la question des migrations et des réfugiés dans différentes enceintes internationales, en particulier aux Nations Unies, à New York et à Genève, lors de diverses conférences et manifestations de l'Union interparlementaire (UIP) ainsi qu'avec le Conseil nordique.

■ Je tiens également à souligner que les effectifs de réfugiés arrivant sur le sol de l'Union européenne sont, certes, considérables, mais que la situation actuelle n'est pas insurmontable pour un ensemble aussi vaste et prospère que celui formé par les pays de l'Union européenne et celui plus large encore que forment les États membres du Conseil de l'Europe. N'oublions pas que l'un de nos États membres, la Turquie, accueille déjà, à lui seul, plus de deux millions de réfugiés venus principalement de Syrie et d'Irak et qu'il a dépensé à cet effet plus de huit milliards de dollars.

” We can't paddle in our ponds in Europe and forget those drowning in the Mediterranean... Governments have to stop defending their corners and show greater solidarity.

Discours lors de la 125^e session du Comité des Ministres,

Bruxelles, 19 mai 2015

■ Lors de la 133^e Assemblée de l'UIP le 18 octobre 2015 et de la 67^e session du Conseil nordique, j'ai présenté, à la lumière de l'ensemble des enseignements tirés de mes activités et expériences, un plan en huit points pour faire face à la crise des réfugiés. Ce plan d'action parlementaire est centré sur le rôle que doivent jouer les parlementaires pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité de respecter les droits fondamentaux, l'importance de soutenir les projets d'intégration et de partager de bonnes pratiques, la nécessité d'agir localement et l'exigence de se prononcer contre les stéréotypes, l'intolérance, la haine et la discrimination.

Combattre l'intolérance, la haine et la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent

L'extrémisme violent et le terrorisme sont hélas devenus une réalité quotidienne. Les attaques terroristes à Paris, en janvier et novembre 2015, et d'autres, au Danemark, en Egypte, en Russie, en Espagne, en Turquie, en Tunisie et au Royaume-Uni, pour ne mentionner que les récentes, ont clairement démontré qu'aucun pays européen ou voisin de l'Europe n'est à l'abri de la menace de l'extrémisme et du terrorisme.

” To combat the danger of extremism and radicalisation, we must make our democratic societies stronger, focusing on the fundamental values that bind us together... What unites us are the basic values that underpin the foundations of our societies – peace, human dignity and fundamental rights, non-discrimination, tolerance, respect, and understanding.

Mots de bienvenue lors de la Rencontre 2015 du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel

Sarajevo, 1^{er} novembre 2015

■ Pour envoyer un message politique fort de solidarité et de soutien, j'ai participé à plusieurs réunions publiques. Permettez-moi de mentionner ici trois initiatives qui m'ont particulièrement marquée.

- ▶ Le 13 janvier 2015, j'ai participé à une réunion publique à la porte de Brandebourg, à Berlin, organisée par la communauté musulmane allemande, avec d'éminentes personnalités politiques de l'Allemagne, dont la Chancelière fédérale, M^{me} Angela Merkel, et le Président du Bundestag, M. Norbert Lammert.
- ▶ Le 17 février 2015, j'ai participé à une cérémonie officielle au cimetière juif de Sarre-Union, France, où des centaines de tombes ont été endommagées, aux côtés de personnalités de haut rang dont les Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que le Président de la République, M. François Hollande, avec qui j'ai eu un bref échange de vues en marge de la cérémonie.
- ▶ Le 29 mars 2015, j'ai participé à la marche internationale contre le terrorisme à Tunis, aux côtés du Président tunisien, M. Beji Caid Essebsi, du Président français, M. François Hollande, du Premier ministre italien, M. Matteo Renzi, et de nombreux autres dirigeants politiques internationaux venus à Tunis, notamment M. Mahmoud Abbas, Président de l'Autorité nationale palestinienne.

■ Pour lutter contre le danger de l'extrémisme et de la radicalisation, il faut que nous rendions nos sociétés démocratiques plus fortes. C'est d'autant plus important que les mouvements politiques populistes et extrémistes recourent à la menace de l'extrémisme pour propager l'intolérance, la xénophobie, voire le discours de haine. Il faut que toutes les forces politiques disent NON à la haine et à l'intolérance et dénoncent fermement le discours populiste et nationaliste qui met à mal les valeurs et les idéaux qui sont les fondements de nos sociétés.

■ Pour lutter contre l'intolérance, la haine et l'extrémisme, il faut centrer nos efforts sur les valeurs fondamentales qui nous lient. Ce qui nous unit, ce sont les valeurs essentielles qui étayent les fondements de nos sociétés – la paix, la dignité humaine et les droits fondamentaux, la non-discrimination, la tolérance, le respect et la compréhension. C'est sur la base de ces valeurs que le Conseil de l'Europe a élaboré un certain nombre d'outils et de mécanismes juridiques pour lutter contre la menace de l'extrémisme et attaquer ses causes profondes.

■ Le rôle de premier plan que joue notre Assemblée dans ce processus ne peut que m'encourager à cet égard. C'est ainsi que dans toutes mes activités j'ai résolument soutenu l'Alliance parlementaire contre la haine lancée en janvier 2015. Cette alliance rassemble des parlementaires qui s'engagent à adopter des positions fermes et proactives contre le racisme, la haine et l'intolérance. Notre rôle en tant qu'élus ne saurait être sous-estimé : il faut que nous nous prononcions publiquement contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, il faut que nous dénoncions la marginalisation et les clichés, surtout dans le contexte actuel d'arrivées massives de migrants sur notre continent, et, en l'occurrence, de flux mixtes de migrants clandestins, demandeurs d'asile et réfugiés. Il faut aussi nous employer à promouvoir les bonnes pratiques aux niveaux national et local, et au sein de nos circonscriptions pour nous attaquer à toutes les manifestations d'intolérance. Je compte sur les membres de l'alliance pour devenir nos « ambassadeurs » contre la haine et la discrimination au sein de leurs parlements nationaux et pour lancer les activités de suivi et les activités complémentaires.

■ Il est également important, me semble-t-il, d'étendre l'Alliance des parlementaires contre la haine au-delà de l'Assemblée parlementaire à d'autres organisations internationales, comme le Parlement européen et l'Union interparlementaire, ainsi qu'à des personnalités des secteurs associatifs, sportifs et religieux. Au cours des six derniers mois de mon mandat, j'ai donc œuvré activement à la promotion de l'alliance parmi les leaders politiques et les acteurs sociétaux dans tous les pays dans lesquels je me suis rendue pour solliciter leur soutien.

■ J'ai été très honorée du soutien que Sa Sainteté le pape François a décidé d'accorder à notre Alliance parlementaire contre la haine. Je suis fière également d'avoir entendu un certain nombre de leaders internationaux et de personnalités de premier plan exprimer leur appui à l'alliance, notamment le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, et le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz.

■ Je me félicite également de l'adhésion du mouvement sportif et en particulier du Comité international olympique à nos activités de lutte contre la haine.

” Les représentants de toutes les religions ainsi que des mouvements laïques doivent réfuter ensemble toute forme de violence et de haine. Nous devons détruire l'idée que la religion peut justifier une violation des droits de l'homme et nous devons dire haut et fort que cette idée est une aberration dangereuse.

Paroles de bienvenue de Sa Sainteté le pape François

Strasbourg, 25 novembre 2014

■ Au cours de la Rencontre de Sarajevo sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, j'ai activement promu l'alliance auprès des représentants des diverses communautés religieuses qui se sont tous exprimés en faveur de nos activités en la matière.

■ Les réseaux sociaux sont un outil extrêmement efficace pour informer, sensibiliser et rechercher des soutiens. J'ai utilisé mon compte Twitter pour publier des informations sur les nouveaux partisans de l'alliance et je suis extrêmement reconnaissante à toute la classe politique et aux personnalités publiques qui ont accepté d'avoir leur photo publiée sur Twitter, en arborant le badge « Non à la haine » – le symbole de notre campagne et de l'Alliance parlementaire « contre la haine ».

■ À l'échéance de mon mandat présidentiel, je continuerai de soutenir activement la campagne et l'Alliance parlementaire contre la haine dans le cadre de mes activités au sein de l'Assemblée.

Défendre les normes du Conseil de l'Europe

Je dois dire que ce fut probablement la partie la plus complexe de mes activités. En fait, les valeurs qui nous sont communes et que nous défendons au sein du Conseil de l'Europe ne peuvent jamais être considérées comme définitivement acquises. C'est jour après jour qu'il nous faut construire des sociétés démocratiques, défendre les droits de l'homme et renforcer l'État de droit. Ce seront toujours des «travaux en cours». Des améliorations sont possibles dans tous les États membres du Conseil de l'Europe, comme l'ont montré les activités de suivi de l'Assemblée, ainsi que les deux derniers rapports du Secrétaire Général sur la Situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit en Europe.

” Ce qui nous unit ce sont les objectifs du Conseil de l'Europe : renforcer les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit en nous rappelant que nos valeurs ne sont pas des acquis, mais qu'il faut les défendre jour après jour...”

Discours d'investiture lors de l'élection à la présidence de l'Assemblée,
Strasbourg, 27 janvier 2014

■ Dans ce contexte, mes activités dans ce domaine se sont articulées autour de trois grands axes.

■ Ma première priorité a été de soutenir les efforts déployés par le Conseil de l'Europe et nos États membres pour renforcer l'effectivité de notre dispositif de protection des droits de l'homme, dont son joyau, la Convention européenne des droits de l'homme. En me fondant sur les activités de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée ainsi que sur l'excellent travail de nos rapporteurs sur l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de

l'homme, j'ai préconisé, lors de mes visites de pays, la mise en place de mécanismes parlementaires de contrôle de l'exécution des arrêts de la Cour de Strasbourg. J'ai appuyé l'organisation, par la commission des questions juridiques et des droits de l'homme, de séminaires de formation destinés aux parlementaires et aux personnels des parlements nationaux; j'ai assisté à l'une de ces séances de formation à Madrid en octobre 2014, ce qui m'a permis de m'informer sur les différentes expériences nationales et les modèles qui pourraient être repris avec succès en termes de « bonnes pratiques ».

” We need to reaffirm the Convention’s central role as a constitutional instrument of European public order - ‘l’ordre public de l’Europe’ – in order to secure and reinforce democratic stability on our continent. This is all the more important today when the fundamental values that the Council of Europe defends – human rights, democracy and the rule of law – have to face serious challenges, in particular, that of extremism and radicalisation.

Discours d’ouverture à la Conférence de haut niveau sur «La mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l’homme, notre responsabilité partagée»

Bruxelles, 26 mars 2015

■ Par ailleurs, j’ai soulevé la question du contrôle par les parlements nationaux de l’exécution des arrêts de la Cour de Strasbourg à l’une des réunions des présidents des délégations nationales, en les encourageant à engager les discussions au niveau national et à se fonder sur les bonnes pratiques existantes en utilisant les matériels d’information de l’Assemblée. J’ai été heureuse d’apprendre, lors de mes visites de pays, que cette idée avait été reprise par certaines de nos délégations membres, en particulier en France, en Allemagne et en Italie. Et j’y ai vu un encouragement.

■ En outre, j’ai participé à la Conférence de haut niveau sur «La mise en œuvre de la Convention européenne, notre responsabilité partagée» organisée à Bruxelles, le 26 mars 2015, dans le cadre de la présidence belge du Comité des Ministres. Dans mon discours d’ouverture, j’ai réaffirmé le rôle clé qui incombe à l’Assemblée parlementaire et à ses membres pour préserver la fonction essentielle de la Convention européenne des droits de l’homme en tant qu’instrument constitutionnel de l’ordre public européen. Par ailleurs, j’ai rappelé dans ma déclaration qu’il importe de veiller à ce que les normes de la Convention soient effectivement protégées et mises en œuvre au niveau interne.

■ Deuxièmement, j'ai œuvré activement, lors de mes visites de pays, à la signature et à la ratification par nos États membres des conventions essentielles du Conseil de l'Europe, recensées dans le premier rapport du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit en Europe. À chaque visite, j'ai remis à mes interlocuteurs une liste de grandes conventions non signées et/ou ratifiées par l'État membre en question, en les encourageant à prendre les mesures appropriées.

■ Troisièmement, dans mes discussions avec des interlocuteurs de pays de l'Union européenne, j'ai résolument défendu l'adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'homme, en tant que priorité politique stratégique pour les deux organisations. J'ai été encouragée en cela par mes échanges avec le Président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker, le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, et le premier Vice-Président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans. Il est de notre intérêt à tous de nous doter d'un système cohérent de protection des droits de l'homme à l'échelle de l'Europe. Les négociations sur l'adhésion sont un processus historique qui doit être mené à bien. Dans l'intervalle, il faut que nous encourageons l'Union européenne à adhérer à d'autres conventions du Conseil de l'Europe et, en particulier, aux suivantes :

- ▶ la Charte sociale européenne (révisée) (STE n° 163)
- ▶ la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (STCE n° 210),
- ▶ la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (STCE n° 197),
- ▶ la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives (STCE n° 215),
- ▶ la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (STCE n° 201), ainsi que
- ▶ le Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme (STCE n° 217).

■ J'ai soulevé ces questions lors de ma dernière réunion avec le Président de la Commission européenne, en novembre 2015, et j'espère qu'elles figureront au nombre des priorités constantes de la coopération entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne.

Encourager le progrès sur le front des réformes internes

C'est en premier lieu à nos États membres qu'il incombe de défendre nos normes. Nous devons, par conséquent, leur apporter le soutien et l'expertise dont ils ont besoin pour les mettre en œuvre et pour mener les réformes sans lesquelles ils ne sauraient remplir les engagements post-adhésion. Nous devons nous comporter ici en « amis critiques » : nous engager dans un dialogue politique ouvert, écouter nos partenaires, témoigner du respect pour leurs positions et tenter de comprendre leurs préoccupations afin de trouver ensemble les solutions les plus appropriées.

” nous nous retrouvons tous ici sur un pied d'égalité et il ne doit y avoir aucune distinction entre pays d'après la taille, la situation géographique, la date d'adhésion ou encore le fait d'être membre de l'Union européenne ou non...

Discours d'investiture lors de l'élection à la présidence de l'Assemblée

Strasbourg, 27 janvier 2014

■ Le Conseil de l'Europe dispose des outils nécessaires pour soutenir les réformes dans nos États membres. Je tiens ici à saluer en particulier les travaux de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (la Commission de Venise), ainsi que les activités des organes de suivi indépendants du Conseil de l'Europe. Pour préparer mes visites de pays, j'ai systématiquement étudié leurs rapports afin de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés nos États membres et de déterminer les moyens de leur offrir un soutien approprié.

■ Pour l'organisation de mes visites de pays, je me suis inspirée des objectifs suivants :

- ▶ apporter une aide aux États membres confrontés à de lourdes tâches en matière de réforme et à des situations politiques et institutionnelles complexes (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, République de Moldova, Serbie, Turquie, Ukraine) ;
- ▶ soutenir les plans d'action du Conseil de l'Europe pour les activités de coopération dans les États membres se préparant à la présidence du Comité des Ministres de manière à définir le soutien politique que l'Assemblée pourrait leur apporter (Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine) ;
- ▶ maintenir un dialogue politique avec nos États membres sur les questions ayant trait à la mise en œuvre des normes et conventions du Conseil de l'Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Islande, Italie, Lettonie, Norvège, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni).

■ Bien que, durant mon mandat, les possibilités de me rendre en Russie aient été limitées en raison de la crise actuelle de nos relations avec la délégation russe, j'ai suivi de près les réformes et les évolutions politiques dans cet État membre. J'ai reçu régulièrement des informations actualisées sur la situation de la part de représentants de la société civile, de personnalités politiques et de défenseurs des droits de l'homme. J'ai fait plusieurs déclarations en réaction à un certain nombre de questions problématiques, notamment les restrictions concernant le fonctionnement des ONG, la législation sur « les agents étrangers » et « l'inscription sur liste noire » d'organisations qualifiées d' « indésirables ». Je me suis aussi exprimée sur l'absence de progrès dans l'exécution de certains arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. J'encourage instamment les autorités russes à coopérer plus pleinement à l'avenir sur toutes ces questions avec les corapporteurs de suivi de l'Assemblée ainsi qu'avec la Commission de Venise et les comités d'experts compétents du Conseil de l'Europe.

■ Voici quelques exemples de points abordés avec mes interlocuteurs :

Arménie : réforme constitutionnelle, indépendance de la justice, lutte contre la corruption, ainsi que renforcement des mesures visant à lutter contre la violence domestique.

Azerbaïdjan : indépendance de la justice, modification de la législation et des pratiques restrictives concernant le fonctionnement des ONG et des médias indépendants, manœuvres d'intimidation et poursuites judiciaires à l'encontre de responsables politiques, de personnalités de la société civile et de journalistes indépendants, pluralisme politique et préparation des élections législatives, dialogue général entre les pouvoirs publics, les acteurs politiques et la société civile.

Bosnie-Herzégovine : mise en œuvre d'engagements en suspens et n'ayant que trop tardé, agenda de l'intégration européenne, exécution de l'arrêt Sejdić et Finci, et de l'arrêt Zornić de la Cour européenne des droits de l'homme.

Croatie : amélioration de l'efficacité de la justice, information et sensibilisation des juges à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, promotion de la protection des droits des minorités et lutte contre la corruption.

Estonie : mise en œuvre des droits des minorités.

Italie : lutte contre la corruption et lenteur excessive de la procédure judiciaire.

Lettonie : intégration ultérieure de minorités nationales dans la vie politique et lutte contre l'intolérance et le discours de haine.

République de Moldova : lutte contre la corruption, réforme de la justice et du ministère public, coopération entre la majorité et l'opposition.

Roumanie : lutte contre la corruption, amélioration du fonctionnement de la justice et renforcement du rôle du parlement en tant qu'organe législatif et lieu de débat politique.

Serbie : réforme de la justice, renforcement du pluralisme des médias et de la transparence de leur propriété, renforcement de la protection des droits des minorités, coopération entre la majorité et l'opposition.

Turquie : liberté d'expression et liberté de la presse, ainsi que proportionnalité de récentes décisions restrictives ayant trait aux médias sociaux, législation et questions controversées comme les mesures de sécurité, le rôle de la majorité et de l'opposition, le seuil des 10 % pour les partis dans les élections législatives, ainsi que les mesures prises pour trouver des solutions au conflit kurde.

Ukraine : réforme constitutionnelle, réforme de la justice, réforme électorale, décentralisation, lutte contre la corruption et questions controversées, telles que la lustration et l'interdiction d'utiliser des symboles communistes.

Royaume-Uni : plans pour une réforme des droits de l'homme et exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

Promouvoir la diplomatie parlementaire ainsi que le dialogue et la réconciliation

En toutes occasions, j'ai privilégié le dialogue et la coopération en saluant les mesures positives et en encourageant la coopération avec le Conseil de l'Europe dans les domaines requérant des progrès ultérieurs.

— Mon outil favori aura été le contact direct. Au cours de mes visites, j'ai établi de bons contacts de travail avec les principaux interlocuteurs aux niveaux parlementaire et gouvernemental. J'ai veillé à les prolonger autant que possible par téléphone et courrier. Je me suis aussi appuyée sur l'excellente coopération avec les représentants permanents de nos États membres à Strasbourg, avec lesquels je me suis entretenue régulièrement lors de mes visites de travail à Strasbourg.

” In a telephone conversation today Turkey's Minister of Foreign Affairs Mevlüt Çavuşoğlu and the President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe Anne Brasseur condemned terrorism and violent extremism and stressed the need to continue combating it [and] emphasised the urgent need to ease tensions and maintain political stability in the country ...

Communiqué de presse

12 août 2015

■ Cela dit, je n'ai pas hésité à faire des déclarations publiques chaque fois qu'il m'a paru important d'envoyer un message politique, tantôt pour marquer ma désapprobation, tantôt pour faire part de ma grave préoccupation. Mon but n'était pas de blâmer et de dénoncer, mais d'insister sur la nécessité de respecter les valeurs et normes du Conseil de l'Europe.

” The crackdown on civil society, human rights defenders and independent journalists must stop and I urge the Azerbaijani authorities to take a step back. The authorities' willingness to respect the fundamental values of the Council of Europe is now seriously in question...

Communiqué de presse après la condamnation de Khadija Ismayilova, journaliste d'investigation azerbaïdjanaise

1^{er} septembre 2015

■ Les problèmes ne disparaissent pas, si nous les ignorons. Tout comme les membres d'une grande famille, nous ne pouvons pas nous cacher nos préoccupations et nos désaccords les uns aux autres. Il faut mentionner ouvertement les sujets épineux, les examiner et en discuter en toute franchise, et rechercher des solutions ensemble.

■ Dans ce contexte, une question transversale a souvent été abordée dans mes échanges de vue : la résolution de conflits et la réconciliation.

■ La persistance à ce jour dans notre espace géographique de « conflits gelés » entre certains de nos États membres est certes regrettable. Comme l'ont fait mes prédécesseurs, j'ai essayé d'atténuer les tensions et de promouvoir le dialogue au niveau parlementaire international, entre les élus et ce, en particulier, parmi les membres de notre Assemblée.

” La démocratie est notre plus puissante alliée pour limiter les risques de guerre. Œuvrer ensemble à la construction et à la consolidation de la démocratie, de la tolérance et du vivre ensemble représente le plus grand hommage que nous puissions rendre aux victimes et aux héros de la Seconde Guerre mondiale.

Commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe,

Strasbourg, 9 mai 2015

■ Durant ma visite en République de Moldova, je me suis rendue en Transnistrie ; j'ai pu m'entretenir à Chişinău et à Tiraspol avec des interlocuteurs clés en charge du conflit. Il m'a été dit de part et d'autre du fleuve Dniestr qu'un dialogue interparlementaire neutre quant au statut était possible avec le concours de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. J'espère que notre Assemblée trouvera des moyens de concourir au processus.

■ Au cours de ma visite en Géorgie, j'ai réitéré le soutien de l'Assemblée à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Géorgie, et fait part de notre inquiétude concernant la situation humanitaire en Abkhazie, Géorgie, et en Ossétie du Sud, Géorgie. À la suite de ma visite le long de la frontière administrative, j'ai insisté sur la situation préoccupante des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Les autorités géorgiennes ont déployé des efforts considérables pour garantir une vie décente à ces personnes, mais ces mesures provisoires ne sont pas la bonne solution. J'espère que des discussions constructives sur les PDI pourront reprendre dans le cadre des pourparlers de Genève.

■ Lors de mes visites en Arménie et en Azerbaïdjan, j'ai abordé la question des engagements pris par ces États membres pour ce qui concerne le règlement pacifique du conflit au sujet de la région du Haut-Karabakh. Dans toutes les discussions avec mes interlocuteurs à Erevan et à Bakou, ainsi qu'avec les délégations nationales et les ambassadeurs à Strasbourg, j'ai constamment réitéré le soutien de l'Assemblée aux efforts déployés par les coprésidents du Groupe de Minsk pour régler le conflit. Je souscris sans réserve à l'idée que l'Assemblée ne doit pas interférer avec les activités des coprésidents qui ont un mandat international pour faciliter le règlement du conflit. Cela dit, je suis d'avis qu'il existe néanmoins une possibilité de dialogue entre parlementaires pour encourager la réconciliation politique et restaurer la confiance et la compréhension mutuelle parmi les populations d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Les écoles, les universités et les médias ont tous également un rôle à jouer ici. Dans ce contexte, les activités du Centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe à Strasbourg m'ont paru encourageantes ; ce dernier gère en effet des programmes de formation permettant à des jeunes des deux pays de se rencontrer et d'interagir. Je suis fermement convaincue que notre Assemblée ainsi que les délégations parlementaires arménienne et azerbaïdjanaise doivent apporter leur soutien à de telles initiatives.

■ Au cours de mes visites en Arménie et en Turquie, j'ai souligné que les deux pays ont une histoire commune et qu'ils adhèrent, en tant que membres du Conseil de l'Europe, aux mêmes valeurs que sont les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Ces valeurs unissent tous les États membres du Conseil de l'Europe ; elles aideront, j'en suis sûre, les deux pays à faire ensemble la paix avec le passé et à bâtir un avenir partagé.

” Dialogue, respect and co-operation are the tools which helped us overcome post-war difficulties and promote reconciliation. The values of human rights, democracy and rule of law form

solid foundations for building a peaceful,
prosperous and united Europe.

Discours d'ouverture de la partie de session d'avril 2015

Strasbourg, lundi 20 avril 2015

■ Au cours de mes visites en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et en Serbie, j'ai pu constater que d'importants progrès avaient été accomplis en encourageant un esprit de réconciliation et en remédiant aux problèmes post-conflit grâce – pour partie – à l'attitude responsable de la classe politique et à son attachement aux valeurs européennes. Cela étant, il reste un certain nombre de questions à trancher; il faut que le Conseil de l'Europe continue à jouer un rôle actif en aidant les États membres de la région à les traiter, par exemple en ce qui concerne le retour des réfugiés et leur intégration, ainsi que la coopération dans la poursuite des crimes de guerre.

■ Après les terribles conflits des années 1990, les pays de la région ont rétabli la coopération en la fondant sur la poursuite d'un objectif commun à tous, à savoir la promotion des valeurs de l'Europe et la progression de l'intégration européenne. J'y vois un puissant précédent pour tous les États membres : la coopération autour des valeurs que sont la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit est plus forte que les divisions, l'intolérance et la haine dont l'Histoire nous enseigne qu'elles sont à l'origine des conflits.

Intégrité et éthique dans le sport

Cette question ayant été l'une de mes priorités personnelles des années durant, elle ne pouvait que figurer également au nombre de mes activités de Présidente.

■ Avant mon élection, j'étais rapporteure de l'Assemblée sur la lutte contre le trucage des matchs. C'est par conséquent avec un bel enthousiasme que j'ai accueilli l'ouverture à la signature de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives. Cette convention dont le but est de mieux prévenir et poursuivre le trucage des matchs et la corruption dans le sport est le résultat d'un vaste processus de collaboration fondé sur une coopération exemplaire entre l'Accord partiel élargi sur le sport et l'Assemblée, ainsi qu'entre le Conseil de l'Europe, le monde du sport et les opérateurs de paris sportifs. Il nous incombe aujourd'hui, en tant que parlementaires, de veiller à ce que cette convention soit ratifiée et à ce qu'elle entre en vigueur le plus tôt possible. J'ai été heureuse de promouvoir cet instrument juridique lors de mes visites de pays ainsi qu'au cours des entretiens que j'ai eus avec des partenaires internationaux, y compris l'Union européenne.

■ À la 13^e Conférence des ministres responsables du sport qui s'est tenue à Macolin, Suisse, les 17 et 18 septembre 2014, j'ai souligné que le sport ne saurait être au-dessus des lois et qu'il est nécessaire de combattre la corruption dans les instances sportives et d'améliorer la gouvernance du sport, en particulier par l'autoréglementation et le développement d'une culture de la transparence.

■ Sur cette toile de fond, j'ai suivi de près les problèmes relatifs à l'éthique et à la corruption dans le sport.

” I am attached to the autonomy of the sports movement, but I just refuse the idea that some leaders of major sport organisations could act as monarchs who rule outside the rule of law and abuse powers and resources which are entrusted to them.

Discours de bienvenue à la Conférence « Play the Game ». Le sport mondial : réforme ou révolution ?

Aarhus, Danemark, dimanche 25 octobre 2015

■ En ce qui concerne les derniers développements au sein de la FIFA, j'ai fait de multiples déclarations publiques dans lesquelles j'ai souligné que, si nous respectons l'autonomie des mouvements sportifs, nous refusons catégoriquement l'idée que certains dirigeants de grandes organisations sportives puissent agir comme des « monarques » gouvernant sans respect de la primauté du droit et faisant un usage abusif des compétences qui leur sont assignées et des ressources qui leur sont confiées. La transparence et l'obligation de rendre des comptes en la matière sont indispensables. Si l'autoréglementation ne peut les garantir, nous sommes en présence d'un problème à régler dès lors par les pouvoirs publics : loin d'être une simple activité commerciale hautement lucrative, c'est une question d'intérêt public.

■ S'agissant du récent scandale de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF), j'ai énergiquement dénoncé le fait que des fonctionnaires haut placés auraient non seulement couvert le dopage d'athlètes et veillé à prévenir le risque d'éventuelles sanctions pour les intéressés, mais qu'ils auraient également demandé des pots de vin afin de tirer profit de la situation. De ce fait, j'ai souligné l'urgente nécessité de mener des enquêtes au sein de toutes les grandes fédérations internationales afin d'éradiquer la corruption et la gestion douteuse, de nettoyer le sport et de protéger la grande majorité des athlètes et des bénévoles.

■ À l'achèvement de mon mandat présidentiel, les développements en la matière resteront au cœur de mes activités parlementaires, ce qui me permettra de continuer à dénoncer la corruption dans le sport et à promouvoir une culture d'éthique, de compétition loyale, de non-discrimination et de respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine. Ces principes sont énoncés dans la Charte olympique ; tous les athlètes et toutes les organisations sportives devraient s'y conformer.

Quelques observations finales

Les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ne sauraient connaître de frontières. Ni aujourd'hui. Ni demain. Ces valeurs fondamentales qui nous unissent ne sauraient être considérées comme acquises une fois pour toutes.

■ Aujourd'hui, ces valeurs sont en grand danger. Durant les deux années de ma présidence, mon objectif premier a été de veiller à ce que l'Europe relève les défis dans l'unité et avec fermeté. Pourquoi ? Parce que l'objectif politique de notre Organisation est de défendre l'unité européenne à travers la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, mais aussi et surtout parce que ces valeurs sont véritablement universelles et que tout individu sur notre continent doit pouvoir être à même d'en jouir.

■ En tant qu'Européens, il nous faut être humbles et honnêtes : nous n'avons pas toujours été aussi efficaces que nous aurions voulu l'être. Il reste toujours des améliorations à apporter dans tous nos États membres, mais nous ne devrions jamais renoncer.

■ En outre, avec la recrudescence de l'extrémisme et du terrorisme, nous sommes face à des menaces plus grandes encore pour nos valeurs. Tout en combattant résolument l'extrémisme et le terrorisme, nous devons défendre et préserver les droits de l'homme et notre acquis démocratique, inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne et d'autres instruments et activités de droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

■ Je crois fermement que, dans des temps extraordinairement difficiles, l'Europe des 27 a un rôle extraordinaire à jouer.

■ Ce qui nous unit, ce sont les valeurs de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. La coopération est notre force.

■ Je tiens à remercier tous ceux d'entre vous qui ont poussé la porte de mon bureau, qui m'ont téléphoné, qui m'ont rencontrée autour d'une table, qui m'ont invitée dans leur pays ou à une conférence qu'ils organisaient, tous ceux qui ont été d'accord avec moi ou ceux qui ont jugé nécessaire de marquer leur désaccord, tout en restant ouverts au dialogue ; je les remercie tous de m'avoir aidée à exécuter mon mandat de Présidente de l'Assemblée parlementaire au cours des deux dernières années. Ce fut un privilège extraordinaire.

■ Mes remerciements vont enfin au Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, Wojciech Sawicki, ainsi qu'aux membres, anciens et actuels, de mon équipe, Mark Neville, Artemy Karpenko, Isild Heurtin, Greta Faggiani, Yauheni Kryzhanouski, Julie Bertalmio, Fatima Nouicer, Anne Garel et Véronique Freund.

Moments marquants



1^{re} partie de la session ordinaire de 2014 de l'Assemblée parlementaire, 27 janvier 2014



Le Président du Parlement européen, Martin Schulz, s'adresse à l'Assemblée, 29 janvier 2014



Réunion du Comité des Présidents en Ukraine, 15 janvier 2015



M. Petro Porochenko, Président de l'Ukraine, en visite à Strasbourg, 26 juin 2014



Avec le Président de la Douma d'État de Russie, Sergueï Narychkine, Paris, 1^{er} septembre 2014



Avec les ministres des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, et de la Belgique, Didier Reynders, Bruxelles, 19 mai 2015



Avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, Strasbourg, 23 juin 2015



Avec le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, Genève, 10 juin 2015



Avec Sa Sainteté le pape François, Vatican, 18 septembre 2015



Accueil de Sa Sainteté le pape François au Conseil de l'Europe, Strasbourg, 25 novembre 2014



124^e session du Comité des Ministres, Bruxelles, 19 mai 2015



Conférence européenne des présidents de parlement, Oslo, 11 septembre 2014



Au commissariat de Petrou Ralli, Athènes, 8 mai 2015



Au camp de réfugiés d'Elbeyli, Turquie, 9 avril 2015



Aux centres « Papa Francesco » de Priolo et « La Zagara » de Melilli, Sicile, 1^{er} avril 2015



Lors de la visite de la Commission ad hoc du Bureau de l'Assemblée sur l'arrivée massive de réfugiés en Turquie, Kilis, Turquie, 15 juin 2015



Lancement de l'Alliance parlementaire contre la haine, Strasbourg, 29 janvier 2015



Lors de la réunion publique de solidarité avec *Charlie Hebdo*, Berlin, 13 janvier 2015



Avec Ludmila Aleexeva, lauréate du prix des droits de l'homme Václav Havel 2015, Strasbourg, 28 septembre 2015



Avec des acteurs de la société civile au Forum mondial de la démocratie, Strasbourg, 18 novembre 2015



Avec des défenseurs des droits de l'homme et des acteurs de la société civile, Strasbourg, 22 juin 2015



Au lancement de la «Bibliothèque vivante», en présence du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, et du Président du Parlement norvégien, Olemic Thommessen, Strasbourg, 30 septembre 2014



Avec Son Altesse royale le Grand-Duc Henri et Son Altesse royale la Grande-Duchesse Maria Teresa, Strasbourg, 29 septembre 2015



Avec le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, Bruxelles, 10 novembre 2015



Avec le Président de la République fédérale d'Allemagne, Joachim Gauck, Berlin, 13 janvier 2015
Source: Bundesregierung/Guido Bergmann



Avec la Présidente de la Croatie, Kolinda Grabar-Kitarović, Zagreb, 20 février 2015



Avec le Président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, Strasbourg, 24 juin 2014



Avec le ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Mevlüt Çavuşoğlu, Strasbourg, 8 avril 2015



Avec les secrétaires d'État aux affaires européennes de la France, Harlem Désir, et de l'Allemagne, Michael Roth, et l'ancien Président de la République fédérale d'Allemagne, Horst Köhler, Strasbourg, 31 octobre 2015



Au Parlement grec, lors de la conférence sur la liberté de religion ou de croyance au Proche-Orient et dans le sud de la Méditerranée, Athènes, 7 mai 2014



Discours à l'Assemblée nationale de la République de Serbie, Belgrade, 10 mars 2015



Discours au Parlement de la Géorgie, Kutaisi, 8 mai 2015



Avec la Présidente de la Chambre des députés de l'Italie, Laura Boldrini, Strasbourg, 29 septembre 2015



Avec le Président du Sénat de la France, Gérard Larcher, Paris, 10 décembre 2014



Avec la délégation du Parlement du Maroc, partenaire pour la démocratie, Rabat, 8 décembre 2015



Avec le directeur général du Comité international olympique, Christophe de Kepper, Lausanne, 20 octobre 2015



Avec l'équipe de l'Assemblée parlementaire, Strasbourg, 23 janvier 2015

Sélection de discours

(Les discours sont reproduits dans leur langue originale)

27 janvier 2014 – 25 janvier 2016

- ▶ 1. Discours d'investiture, 1^{re} partie de la session ordinaire de 2014, Strasbourg, 27 janvier 2014
- ▶ 2. Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, Strasbourg, 30 janvier 2014
- ▶ 3. 124^e session du Comité des Ministres, Vienne, 5 mai 2014
- ▶ 4. Discours liminaire de la réunion de la Commission permanente de l'Assemblée, Bakou, Azerbaïdjan, 23 mai 2014
- ▶ 5. Commémoration du centenaire du début de la première guerre mondiale, Strasbourg, 25 juin 2014
- ▶ 6. Ouverture de la Conférence européenne des présidents de parlement, Oslo, 11 septembre 2014
- ▶ 7. Remise du prix des droits de l'homme Václav Havel, Strasbourg, 29 septembre 2014
- ▶ 8. Discours à l'attention de Sa Sainteté le pape François, Strasbourg, 25 novembre 2014
- ▶ 9. Ouverture de la 1^{re} partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 26 janvier 2015
- ▶ 10. Lancement de l'Alliance parlementaire contre la haine, Strasbourg, 29 janvier 2015
- ▶ 11. Ouverture de la conférence de haut niveau sur «La mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme, notre responsabilité partagée», Bruxelles, 26 mars 2015

- ▶ 12. Ouverture de la 2^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 20 avril 2015
- ▶ 13. Commémoration de la fin de la seconde guerre mondiale en Europe, Strasbourg, 9 mai 2015
- ▶ 14. 125^e session du Comité des Ministres, Bruxelles, 19 mai 2015
- ▶ 15. Discours de bienvenue à M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU, Strasbourg, 23 juin 2015
- ▶ 16. Cérémonie à la mémoire des victimes des attentats du 22 juillet 2011 à Oslo et Utoya, Oslo, 22 juillet 2015
- ▶ 17. 4^e Conférence mondiale des présidents de parlement, siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, 1^{er} septembre 2015
- ▶ 18. Ouverture de la 4^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 28 septembre 2015
- ▶ 19. Discours de bienvenue à Son Altesse royale le Grand-Duc du Luxembourg, 4^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 29 septembre 2015
- ▶ 20. 133^e Assemblée de l'UIP, débat général sur le thème « Des migrations plus justes, plus sensées et plus humaines : un impératif économique et moral », Genève, 18 octobre 2015
- ▶ 21. Discours de bienvenue de la conférence « Play the Game » sur le thème « Le sport mondial : réforme ou révolution ? », Aarhus, Danemark, 25 octobre 2015
- ▶ 22. Ouverture de la Rencontre du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, Sarajevo, 1^{er} novembre 2015

Discours d'investiture, 1^{re} partie de la session ordinaire de 2014, Strasbourg, 27 janvier 2014

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

C'est avec émotion et avec fierté, je l'avoue, que je prends la présidence de notre Assemblée.

C'est un très grand honneur pour moi et je tiens à vous remercier de tout cœur de la confiance que vous venez de me témoigner, et j'espère m'en montrer digne.

Cet honneur revient également au Parlement luxembourgeois, la Chambre des députés, représentée ici par les membres de la délégation luxembourgeoise que je tiens à remercier pour leur soutien sans faille.

Je ne voudrais pas manquer de saluer la présence d'un compatriote, M. Dean Spielmann, Président de la Cour européenne des droits de l'homme.

La présence de mes amis les plus proches à cette séance me fait énormément plaisir.

Ma reconnaissance s'adresse à mon prédécesseur, Jean-Claude Mignon, qui, au cours des deux dernières années, s'est investi avec un engagement sans pareil dans les travaux de notre Assemblée, la défense de nos valeurs et l'amélioration des relations interinstitutionnelles. Cher Jean-Claude, je m'efforcerai de construire mon mandat sur vos réussites ainsi que sur celles de nos prédécesseurs. Aussi voudrais-je remercier le Président Mignon pour la façon dont il a su diriger nos débats : avec souplesse et éloquence.

Etant donné que je ne peux pas, comme la grande majorité d'entre nous, m'exprimer dans ma langue maternelle, je ne serai certainement pas en mesure d'égaliser le talent oratoire de mon prédécesseur.

J'ai choisi de m'exprimer, en tout cas la plupart du temps, dans la langue du pays hôte de notre Organisation, le français, l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe, *but from time to time I might switch to English*. Mon pays fait partie de la francophonie, mais notre langue maternelle est le luxembourgeois : *Lëtzebuergesch*.

Alors, permettez-moi, chers collègues, de faire une petite entorse à notre procédure en prononçant quelques mots en luxembourgeois, *op Lëtzebuergesch*, et ceci avec l'accord et la complicité des interprètes que je tiens à remercier.

Ech si ganz houfreg fir haut kënnen als Représentant vun der lëtzebuurger Chamber d'Présidence vun enger Assemblée ze iwerhuelen, déi 318 Parlamentarier aus 47 europäesche Länner mat 820 Millounen Bierger emfaast. Ech si mer der enormer Erausfuerderung an der grousser Responsabilitéit bewosst an ech soën doheim jidderengem merci dee mech dobäi ënnerstëtzt.

Je suis très fière aujourd'hui de pouvoir prendre, en tant que représentante de la Chambre des députés, la présidence d'une Assemblée regroupant 318 parlementaires de 47 pays européens composés de 820 millions de citoyens. Je suis

consciente de l'énorme défi et de la grande responsabilité que cela représente et je remercie chacun pour son soutien.

Mes remerciements s'adressent à mes collègues présidents des groupes politiques pour l'excellente collaboration que nous avons eue au cours des dernières années dans l'intérêt de l'organisation de nos travaux.

Il me tient à cœur d'exprimer ma gratitude aux membres de mon groupe, l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe, que j'ai eu le privilège et le plaisir de présider, pour le travail collégial que nous avons accompli ces dernières années et pour leur soutien unanime à ma candidature à la présidence ; c'est pour la deuxième fois seulement en trente ans qu'un membre de la famille libérale accède au perchoir. C'est avec d'autant plus d'émotion que je rends hommage en ce jour à Lord Russell-Johnston, qui fut un grand président.

Je remercie mes prédécesseurs pour leur engagement et je pense avant tout à M^{me} Leni Fischer, la première femme à présider notre Assemblée.

Je sais gré au Secrétaire général de l'Assemblée, M. Wojciech Sawicki, et à tous les membres du personnel pour la qualité de leur travail et leur prévenance. Qu'ils soient d'ores et déjà assurés de ma reconnaissance pour leur soutien et leur indulgence.

Je m'adresse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, ainsi qu'à la Secrétaire Générale adjointe, M^{me} Gabriella Battaini-Dragnoni, pour leur exprimer mon souhait d'une coopération accrue entre toutes les composantes de notre Organisation afin de tirer profit de l'excellence du travail à tous les niveaux. Je suis convaincue qu'ensemble nous réussirons à décloisonner les différentes entités en vue de renforcer l'impact du Conseil de l'Europe.

Une collaboration plus étroite avec le Comité des Ministres s'impose, surtout en cette période de restrictions budgétaires, chaque organe préservant évidemment ses prérogatives. Mesdames, Messieurs les ambassadeurs, soyez assurés que nous continuerons à cultiver la politique du dialogue, prérequis indispensable à tout progrès.

Chers collègues,

Il y a soixante-neuf ans aujourd'hui que le camp de concentration d'Auschwitz a été libéré, et, en cette journée de commémoration de la Shoah, nous nous inclinons devant les souffrances de toutes les victimes des atrocités commises par le régime nazi.

Aujourd'hui, soixante-neuf ans plus tard, il nous incombe de nous battre plus que jamais pour souligner que nos objectifs et nos valeurs ne sont pas négociables et resteront inaliénables. Les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ne connaissent et ne devront jamais plus connaître de frontières.

Ainsi, nous nous retrouvons tous ici sur un pied d'égalité et il ne doit y avoir aucune distinction entre les pays d'après la taille, la situation géographique, la date d'adhésion ou encore le fait d'être membre de l'Union européenne ou non. Nous devons nous rendre compte que pour nous, membres de cette Assemblée, c'est

une énorme chance de pouvoir fréquenter nos homologues de tous ces pays. Pour tirer profit de cette diversité et pour qu'elle soit source d'enrichissement il faut, en dehors du dialogue permanent et du respect mutuel, faire l'effort de comprendre l'autre avec son vécu, son histoire, sa culture, ses sensibilités et ses opinions politiques. Notre rôle est de défendre ensemble nos objectifs avec détermination et engagement, non seulement ici à l'Assemblée en soutenant des résolutions et des recommandations, mais également dans nos parlements nationaux où nous devons être considérés comme des défenseurs inconditionnels des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

Les défis qui nous attendent sont énormes et il est évident que, dans le temps qui m'est imparti, je ne puis les énumérer tous. Ils vont de la montée des extrémismes et du terrorisme à la traite des êtres humains, la violence contre les femmes et les enfants ou, encore, les dangers liés aux nouvelles technologies, pour n'en citer que quelques-uns. Nous disposons d'une panoplie d'outils pour faire face à ces défis : nous débattons sur la base de rapports publics, nous organisons des campagnes parlementaires, nous participons à l'élaboration de standards internationaux des droits de l'homme ou, encore, nous assurons une implication parlementaire dans l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme.

Aussi, devons-nous réagir, rapidement et efficacement, à des situations de crise dans nos États membres ainsi que dans notre voisinage. Nous suivons tous avec beaucoup d'inquiétude et avec une consternation profonde les événements qui se déroulent en Ukraine. La violence n'apporte jamais de solution, bien au contraire. Il est urgent de réagir face à cette situation de crise grave. J'espère que vous soutiendrez la proposition de tenir un débat d'urgence sur cette question durant cette partie de session, afin d'identifier des moyens d'action concrets pour notre Assemblée, basés sur le strict respect de nos valeurs et de nos standards.

Une autre situation de crise que je ne peux pas ne pas évoquer est bien entendu la guerre en Syrie et, notamment, ses lourdes conséquences humanitaires. Aujourd'hui, alors que nous suivons avec beaucoup d'espoir le déroulement des négociations à Genève, j'aimerais tout particulièrement saluer le travail exceptionnel de notre rapporteur, M. Jean-Marie Bockel, qui présentera durant cette session un rapport sur la situation des réfugiés syriens et l'organisation de l'aide internationale. La recherche de la solution politique au conflit en Syrie prendra du temps et nous devons soutenir pleinement les efforts de la diplomatie internationale ; en même temps, dans l'immédiat, nous devons travailler dans nos capitales et dans nos parlements pour proposer des mesures concrètes afin de mieux coordonner l'aide aux réfugiés et leur assurer des conditions d'accueil dignes. C'est dans notre pouvoir et, dans ce contexte, je salue tout particulièrement l'engagement de notre Commissaire aux droits de l'homme sur ce dossier.

Chers collègues, permettez-moi de ne mettre en exergue que cinq sujets qui méritent notre attention particulière, sans pour autant minimiser l'importance d'autres aspects.

Il s'agit premièrement des questions liées aux flux migratoires sur un fond de crise économique et financière offrant aux extrémistes un terrain de prédilection pour répandre leurs idées afin de déstabiliser nos démocraties.

Le deuxième sujet, lié en partie au premier, est celui de notre coopération avec nos voisins de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale où l'objectif sera d'approfondir les contacts en développant le statut de partenariat pour la démocratie.

Le troisième sujet que je voudrais aborder est celui de la corruption, qui est la plus grande ennemie de nos valeurs, une vraie gangrène qui mine les fondements de notre société. Pour combattre ce fléau, l'indépendance de la justice est un préalable, tout comme la liberté d'expression. Il est de notre devoir de veiller à ce que dans tous nos pays ces prérequis soient remplis sans restriction aucune.

Le quatrième axe de réflexion porte sur notre coopération avec l'Union européenne pour dégager une vraie plus-value pour chaque partenaire et, de ce fait, pour tous les citoyens. Nous aurons la possibilité d'en discuter avec le Président du Parlement européen, M. Martin Schulz, qui s'adressera à notre Assemblée mercredi.

Finalement, je voudrais souligner qu'il nous faudra continuer à réformer nos propres procédures, en particulier celle du *monitoring*, qui doivent être revues sur la base des excellents travaux préparatoires de la commission de suivi.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, « mettons en valeur ce qui nous unit et non ce qui nous sépare », telle est la devise sur laquelle je voudrais baser mon travail.

Ce qui nous unit, ce sont les objectifs du Conseil de l'Europe : renforcer les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit en nous rappelant que nos valeurs ne sont pas des acquis, mais qu'il faut les défendre jour après jour.

Travaillons ensemble dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel, mais également en étant à l'écoute des citoyens.

Pour conclure je voudrais faire miennes les réflexions d'Albert Camus :

« Le régime démocratique ne peut être conçu, créé et soutenu que par des hommes qui savent qu'ils ne savent pas tout. Le démocrate est modeste, il avoue une certaine part d'ignorance, il reconnaît le caractère en partie aventureux de son effort et que tout ne lui est pas donné, et, à partir de cet aveu, il reconnaît qu'il a besoin de consulter les autres, de compléter ce qu'il sait par ce qu'ils savent. »

Alors, chers collègues, commençons notre travail commun dans cet état d'esprit !

Ceremony to mark the International Day of Commemoration in memory of the victims of the Holocaust, Strasbourg, 30 January 2014

Ladies and gentlemen, colleagues and friends,

“They tried to break our will and our pride by inventing more and more humiliating techniques, even forcing us to clean the ground while naked. But they did not succeed to take away our pride. We resisted.

But in depriving us of our food, they succeeded in taking away our dignity, degrading us as human beings, to the level of an animal. All we could think of then was FOOD and how we could find something to eat.”

These are the words of Madeleine Weis, a Luxembourger, who wrote down her memories for her grandchildren of what she experienced during World War II.

It is one of many testimonies, but one which has marked me profoundly.

Sixty-nine years and two days ago, the liberation of the Auschwitz-Birkenau camp put an end to the atrocities committed by the Nazi regime.

Today, 69 years later, it is our solemn duty to show that our standards and values are non-negotiable and unquestionable.

As we pay tribute to all the victims of the Holocaust, this ceremony reminds us that we must continue our fight against anti-Semitism, as well as other forms of hatred and intolerance. Indeed, far from being eradicated, it has been on the increase on the European continent in recent years. It has become relatively trivialised and is present to varying degrees in all the member states of the Council of Europe: desecrations, vandalism, publications, insults, threats, physical attacks and even murders. Its resurgence should be a wake-up call to these states to step up vigilance and tackle the threats that anti-Semitism poses to the fundamental values that the Council of Europe is tasked with upholding.

Maintaining the duty of memory to ensure that those things do not happen again, but also combating anti-Semitism and all other forms of hatred and intolerance – that is our role.

For over six decades now, the Council of Europe, a symbol of European diversity, a coming-together of political ideas and cultures and languages, has been striving to defend democracy, human rights and the rule of law, championing these three pillars as the foundation stones of peace and stability.

Together with other Council of Europe bodies, the Assembly is doing a lot to eradicate intolerance and discrimination. Yet, it is not enough and I would like to assure you that this topic will always remain high on our agenda. You can count on us!

Dear colleagues and friends, as we were coming to this ceremony, some of you may have passed by the exhibition of photographs on the ground floor, which is organised by the Permanent Representation of Luxembourg. The title of this ex-

hibition is "Auschwitz... Que faire après?". This is a reminder for all of us that our fight against intolerance and its worst manifestations is always a "work in progress". So, let us join forces in this combat, I am confident that together we will succeed.

Thank you for your attention.

124th Session of the Committee of Ministers, Vienna, 5 May, 2014

Chairperson, Ministers, ladies and gentlemen,

Europe is, as the Secretary General Mr Jagland has said, facing “a crisis unprecedented since the end of the Cold War”.

Events unfolding in Ukraine are proof. If you asked me the three priorities of the Council of Europe today, I would have to reply, Ukraine, Ukraine and Ukraine.

The Parliamentary Assembly, in two resolutions last month, on Ukraine and on Russia, not only sought to stand up for the values of this Organisation, but took difficult and principled decisions which the founders of this Organisation, 65 years ago, would have expected of it.

In Resolution 1988 (2014) on recent developments in Ukraine, the Assembly made it clear that Ukraine has a heavy responsibility, but also a window of opportunity, to bring about real constitutional change, electoral reform, decentralisation and tackle corruption. The Council of Europe is well placed and must help Ukraine bring about these changes.

The importance of this issue has however been overshadowed by Russia’s annexation of Crimea and the increasingly worrying events taking place in eastern Ukraine, and on the country’s border.

Actions have consequences, and as you are aware the Assembly in its Resolution 1990 (2014) laid out the consequences for Russia of their actions.

I would like to be clear on what the Assembly did and did not do.

Concerning the Russian Delegation, it suspended voting rights, the possibility of being represented in the Bureau and Presidential Committee and the right to participate in election observations.

It did not however suspend the credentials, thus allowing for an ongoing dialogue and participation of the Russian Delegation in the other work of the Assembly.

I regret, therefore the subsequent decision of the Russian State Duma to effectively suspend “its further constructive participation in the PACE activities”.

Chairperson, ministers, ladies and gentlemen, it would not be right for me to focus entirely on Ukraine, and I welcome that the Secretary General in his report has highlighted the importance of the fight against corruption and tackling racism, hate speech and discrimination. In my inauguration speech in January before the Assembly, I also highlighted these as priorities, and thus fully support them.

In bringing my intervention to a close I want to emphasise another matter, namely the importance of “getting it right” in terms of the monitoring work of the Council of Europe and ensuring that it contributes to building a Europe without human rights dividing lines.

Improvements must be made and I would emphasise the importance of complementarity and ensuring that the results feed into one another. In this respect I would like to inform you that the Assembly is in the process of analysing its own monitoring procedures.

I would like to close by thanking the Austrian Chairmanship and recognising the good co-operation that exists between the Committee of Ministers and the Parliamentary Assembly.

Thank you for your attention.

Introductory speech at the meeting of the Standing Committee of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, Baku, Azerbaijan, 23 May 2014

Dear Minister,

Dear Speaker, ladies and gentlemen,

First of all, I would like to congratulate Azerbaijan on taking over the Chairmanship of the Committee of Ministers of our Organisation. This comes at one of the most challenging moments, both for the Council of Europe and its member states. I refer in particular, but not only, to the situation in Ukraine, which was debated at some length in the April part-session of the Assembly. The Assembly will certainly return to this following the presidential and local elections taking place next Sunday (25 May) in Ukraine.

Respect for the territorial integrity of our member states is a fundamental principle of our Organisation and it is one that the Assembly has upheld not only with regard to Ukraine but also in relation to Azerbaijan. In this respect it is important that all Council of Europe bodies and institutions stay united around the values and standards of our Organisation.

Ukraine and Azerbaijan are not the only countries whose territorial integrity is undermined today. The “frozen conflicts” that exist in Europe represent a major threat to our values and principles, as well as to the well-being of the populations concerned.

In relation to the conflict over Nagorno-Karabakh, the Assembly stated quite clearly its principled position in support of the territorial integrity of Azerbaijan, in Resolution 1416 (2005).

In this context, let me stress that both Armenia and Azerbaijan committed themselves, upon their accession to the Council of Europe, to use only peaceful means for settling the conflict. The Assembly stands ready to support this process by all means at its disposal.

Dear Speaker, dear Minister,

I would like to assure you that you can count on our support in the implementation of the chairmanship priorities. Many of these – *inter alia*, combating corruption, including manipulation of sports results, consolidating cultural diversity, combating discrimination and intolerance, supporting intercultural dialogue and its religious dimension, as well as supporting political dialogue and engagement with the neighbouring regions – fall also within the scope of my priorities as President of the Assembly.

As a former rapporteur, I am particularly glad that we are going to adopt today our opinion on the draft Council of Europe convention on the manipulation of sports competitions, and in my official contacts I will certainly promote this international instrument. As a former rapporteur on the religious dimension of intercultural dialogue I will also follow closely the Chairmanship’s activities in this field.

Ladies and gentlemen, dear colleagues, it is only through the principles of democracy, human rights and the rule of law that we can strengthen our Organisation and effectively address the challenges people in Europe have to face. By chairing the Committee of Ministers, member states should translate their commitment to values into action and champion the cause of human rights and democracy. This is a huge responsibility: a successful leader should first of all lead by example, addressing in an open and constructive manner the most pressing human rights issues at home.

In this context, I appeal to you, Mr Minister and Mr Speaker, to accelerate reforms, especially in the field of freedom of expression, freedom of association, independence of the judiciary, political pluralism and the fight against corruption.

On Monday, I spoke with our Commissioner for Human Rights about some of the main human rights challenges facing Azerbaijan. I am afraid that I have to agree with him that, since the publication of his last report on Azerbaijan in August 2013, there has been little progress in the implementation of his recommendations. In certain areas, such as freedom of expression, freedom of association and freedom of assembly the situation appears to have deteriorated and this has to be addressed urgently.

Independence and impartiality of the judiciary is a matter of utmost importance, and the Council of Europe, together with other international organisations, have expressed on numerous occasions concerns about the fairness of trials, including at the pre-trial stage. Furthermore, opposition figures, journalists who present dissenting opinions, bloggers and civil society activists are all too often, according to many credible sources, subjected to intimidation and repression.

This is a more than worrying state of affairs for a member state taking up the Chairmanship of the Committee of Ministers. These were all issues I was able to raise in a frank and open way with President Aliyev in discussions yesterday.

In this context I would like to mention that a couple of weeks ago, I asked to visit a number of persons in detention, including Mr Ilgar Mammadov, Director of the Council of Europe School of Political Studies in Baku. This was also an issue I raised with President Aliyev yesterday, and he agreed that I could, in the near future, visit these persons in detention. I will insist on this, if their detention continues.

The reason I say "if their detention continues" is that yesterday the European Court of Human Rights handed down a judgment in the case of Mr Mammadov, finding that his arrest and extended detention pending trial was in violation of the Convention. The judges concluded that the actual purpose of his detention had been "to silence or punish". I hope this will lead to his now being freed from detention.

Ladies and gentlemen, problems do not go away if we ignore them; therefore, it is important to speak about problematic issues and find solutions together. We have the necessary tools at our disposal: I do hope that the authorities will urgently address these problems, in a constructive fashion within the framework of the Co-operation Action Plan with the Council of Europe.

Ladies and gentlemen, dear colleagues, to conclude, allow me to thank the Azerbaijani Parliament and the Azerbaijani authorities for hosting the meetings of the Bureau and the Standing Committee in Baku. Your hospitality is much appreciated.

At the same time, I must say that I am deeply concerned by the decision of the Azerbaijani authorities to cancel the visa of one of our members, Mr René Rouquet, Vice-President of the Assembly and President of the French Delegation. Under the General Agreement on Privileges and Immunities, all Council of Europe member states committed themselves to guarantee freedom of movement for members of the Assembly.

The cancellation of Mr Rouquet's visa constitutes a clear violation of the General Agreement on Privileges and Immunities and this is unacceptable. Therefore, in accordance with our established practice, the Bureau decided yesterday not to hold further committee meetings in Azerbaijan for the next two years. This is an unfortunate development, but we have to stick to our rules.

Notwithstanding this decision we will continue close and constructive collaboration with the Azerbaijani authorities in the coming months. As I said in my inaugural address in January, I believe in the value of dialogue and the Council of Europe is an ideal platform for finding solutions together, even for the most problematic issues.

Two weeks ago, in Vienna, I had the opportunity of holding an intensive exchange of views about the situation in Azerbaijan with the Minister of Foreign Affairs, Mr Mammadyarov, and last Friday I had a long conversation with the leader of the Azerbaijani Delegation, Mr Samad Seydov with whom personal relations are excellent. I am sure that on the basis of these discussions we can move on and I am looking forward to continuing our discussions today in Baku as well as in Strasbourg.

And now, dear colleagues, let us proceed with the first item on our agenda, that is, the exchange of views with Mr Elmar Mammadyarov, Chairman of the Committee of Ministers and Minister of Foreign Affairs of Azerbaijan.

Commémoration du centenaire du début de la première guerre mondiale, Strasbourg, 25 juin 2014

Mesdames, Messieurs, chères/chers collègues,

Dans trois jours, nous allons commémorer le centenaire de l'assassinat de l'archiduc Franz Ferdinand d'Autriche-Hongrie à Sarajevo. Cet assassinat a précipité, en l'espace de quelques semaines, une guerre sans précédent dans le monde – tant par son étendue géographique que par sa violence destructrice et par le caractère macabre de sa sophistication technologique.

Cependant, cette guerre n'est pas décrite de façon identique dans les manuels d'histoire des différents États européens. Dans la mémoire collective française et britannique, traumatisée par l'ampleur des pertes humaines, elle est présentée comme la « Grande Guerre », *The Great War*. En Russie, la première guerre mondiale a été interrompue et éclipsée par un autre bouleversement – celui de la révolution d'Octobre – et par la terreur de la guerre civile qui a suivi. La première guerre mondiale a précipité également la dissolution de grands empires européens, en redessinant la carte de l'Europe et en conduisant à l'indépendance de plusieurs nations.

La première guerre mondiale a été une tragédie commune pour le continent européen, tragédie prémonitoire. Selon le grand historien Eric Hobsbawm, partout en Europe, la première guerre mondiale a marqué l'effondrement de la civilisation du XIX^e siècle et le départ de ce qu'il appelle « l'âge des extrêmes ».

Le traité de paix conclu en 1919 à Versailles a mis fin à la première guerre mondiale, sans créer les bases pour une paix durable. Cette nouvelle configuration internationale a conduit à l'effondrement et à l'humiliation de l'Allemagne, ce qui a finalement ouvert la voie à la montée du nazisme et à la seconde guerre mondiale. À la suite de ce nouveau cauchemar meurtrier, nos prédécesseurs ont appris la leçon: assurer une paix durable dans l'humiliation est impossible, créer un ordre international sans dialogue respectueux est impossible.

C'est dans cet esprit de dialogue, de coopération et d'ouverture que les pères fondateurs du Conseil de l'Europe ont essayé de construire un nouvel ordre international. Cet ordre international devait garantir la paix durable en Europe et protéger les Européens de la violence meurtrière et du mépris de leurs droits fondamentaux.

Il est tragique de constater qu'après tous ces efforts les conflits armés sur le continent européen ont perduré : Chypre, l'Irlande du Nord, l'ex-Yougoslavie, le Caucase du Nord et du Sud, et maintenant l'Ukraine. La violence continue à déchirer notre continent. La montée des extrémismes et de populismes nationalistes, la xénophobie et l'intolérance que nous apercevons aujourd'hui ne sont pas sans rappeler le climat de chauvinisme qui avait précédé la première guerre mondiale et qui avait rendu possible son explosion.

Dans ce contexte, le risque existe que nous oublions la leçon apprise si tragiquement au prix du lourd tribut payé aux deux guerres mondiales. Si nous ne voulons pas trahir ceux qui ont sacrifié leur vie pour la paix, nous devons, plus que jamais, renforcer nos efforts afin de garantir aux Européens l'exercice de leurs droits fon-

damentaux, et, avant tout, du droit à la paix, du droit à la vie sans crainte. C'était pour cela que le Conseil de l'Europe a été créé, c'est pour cela que sa mission est aujourd'hui plus importante que jamais, et c'est pour cette raison que nous nous engageons.

Opening of the European Conference of Presidents of Parliament, Oslo, 11 September 2014

Mr President, fellow speakers, Your Excellencies, ladies and gentlemen,

It is an honour for me, on behalf of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, also represented today by the political group leaders and a number of members of national delegations, to open this conference held in the stunning Scandinavian city of Oslo. Like all our cities, Oslo is changing, becoming increasingly multicultural and vibrant, with new buildings such as the opera house showcasing the importance of culture.

It is also an honour to be in Oslo, the home of the Nobel Peace Prize and the Secretary General of the Council of Europe, Mr Jagland, Chairman of the Norwegian Nobel Committee and former Speaker of the Storting.

The choice of Oslo and Norway for this European Conference of Presidents is not by hazard. As we have heard from Mr Thommessen, President of the Storting, this year we celebrate the bicentenary of Norway's Constitution, the oldest written constitution, so I would like to congratulate and thank our hosts and say, in Norwegian, *Gratulerer med dagen* which of course means "happy birthday".

Birthdays are happy events, but they are also points in time to mark where we are, where we have come from and where we are going. We tend to remember them.

Ladies and gentlemen, in my speech I would like to make some comments on the three highly pertinent topics chosen for this conference in the light of current challenges facing parliaments across Europe.

Theme 1 concerns fundamental constitutional rights and freedoms – participation, trust and public debate as conditions for democracy.

The European Convention on Human Rights is now one of the anchor points in the constitutional framework of Europe. The future accession of the European Union to the Convention will further strengthen its role and place in the constitutional architecture of Europe.

The role of the Convention cannot however be taken for granted, and the discussions today around "participation, trust and public debate" apply equally to the Convention. Why do I raise this? It is because I see dangers posed to the Convention, not by the backlog which is being cleared, but by the non-implementation of certain, albeit few, judgments of the European Court of Human Rights, and some of the very worrying political debates and reports in the media concerning the case law of the Court. These debates and articles cannot be ignored, particularly when they are based on misinformation. Parliamentarians have a responsibility to ensure that in any debate of this nature that they speak out and correct misinformation and lead the debate and not succumb to it.

Theme 2 concerns democracy, sovereignty and security in Europe.

At our last meeting, two years ago, we spoke about democracy in crisis and we also had in the back of our minds, the economic crisis affecting us all. Two years on we are facing the additional crisis of sovereignty and security in Europe.

I cannot underestimate the dangers I see from the developing conflict in Ukraine and the involvement of Russia, including its annexation of the Crimea, which is unacceptable. You will be aware of the difficult decision taken by the Parliamentary Assembly to sanction the Russian Delegation by suspending certain of its rights, including its voting rights. The Assembly did not however close the door to dialogue, and in this context, the Presidential Committee of the Parliamentary Assembly held an exchange of views last week with Mr Naryshkin, the Speaker of the Russian State Duma in Paris.

Unfolding events in Ukraine, and other parts of Europe, are some of the most serious challenges Europe has faced since the Cold War. Thus, it is essential to discuss these during the conference.

The dangers are not only military, they are humanitarian, social and economic and they can and will affect all of us, unless we stand together to find solutions.

The conflict in Ukraine has a ripple effect throughout Europe leading to further tensions in areas affected by so-called “frozen conflicts”. We have already seen this recently in the conflict over the Nagorno-Karabakh region. We as political leaders must do everything to ensure the ripples do not become a Black Sea Tsunami. We have all seen the paintings of *The scream* by Edvard Munch, the first of which was painted 121 years ago. Let us not understand these as a premonition of the future.

Theme 3 concerns majority and opposition – striking a balance in democracy.

This, I am sure, will have a particular appeal for all of us. Most of us – if not all – have, in the wake of our careers, spent time on the opposition benches. We are thus fully aware of the eagerness of the opposition to present opinions contrary to those of the government in place. This is not only legitimate, it is part of the rights and duties of the opposition and is a determinant of the democratic character of our institutions.

Controversial debates, questioning from the opposition and counterweights and counterbalances are needed in a lively and healthy democracy.

However, as presidents of your parliament you are better placed than anyone to know how delicate the exercise of striking a balance between the majority and opposition may be. It is your duty to be impartial in running the business of your parliament.

If I can add, at this point, it is also your responsibility to ensure the attendance of your delegations to the Parliamentary Assembly and that substitute members, often members of the opposition, be given the chance to take part in committee meetings and not be excluded for political or budgetary reasons.

In our discussions, let us not forget that both the majority and the opposition not only have rights, but that they also have responsibilities. A respectful dialogue is

the key towards a constructive discussion, as compromise is often needed to reach an agreement.

In looking at this subject we will certainly draw on our discussions in Limassol in June 2010 on the issue of rights and responsibilities of the opposition in parliament.

There is, however, one issue that I believe it is essential for the majority and opposition to speak out on, in one voice. That is hate speech. You may be aware that yesterday the President of the Storting and I issued a statement saying: "We as Parliamentarians, have the responsibility to stand up and speak out against hatred. The fight against xenophobia, racism and mounting nationalistic extremism requires a resolute response from all democratic parties, over and above political divisions."

We also invited you as Presidents of Parliaments across Europe to support the idea of a European Day of remembrance for victims of hate crime and proposed 22 July to mark the day of the haunting tragedy of the massacre in Utøya and the bombing in Oslo.

Mr President, fellow speakers, Your Excellencies, ladies and gentlemen, I would like to end by saying a few words, not only about what brings these three themes together, but also what bring us together for this Conference.

We can debate the issues on the programme, we can come forward with standards and mechanisms for implementation, but all of this will not guarantee success.

We must not lose sight of our "responsibility", not just to those who elected us, but those who did not vote for us. We need "judgment" in all things we do and an ability to "listen" also to voices we don't want to hear. We have to have large doses of "good will and patience" and one thing I believe is crucial, is we have to have "intellectual honesty" to do the right thing when decisions are difficult.

We are in a world where often we cannot see eye to eye, but we have to face each other. We have to talk, then to listen. We have to understand the other person's point of view. We must be ready to compromise and then hopefully we can reach agreement and see eye to eye.

Let me stress that the corridors of this conference offer a unique opportunity for not just facing each other, but taking all those steps which allow us to see eye to eye. Your presence in large numbers at the conference shows a willingness and commitment to tackle Europe's challenges together.

Thank you.

Václav Havel Human Rights Prize award ceremony, Strasbourg, 29 September 2014

Dear colleagues, honourable guests representing the nominees,

Today it is the second time that we have the pleasure and the honour to award to one of the outstanding human rights defenders or NGOs the Václav Havel Human Rights Prize of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe.

I would like to thank, from the outset, our partners in the award of this prize, the Vaclav Havel Library and the Charta 77 Foundation.

The prize bears the name of one of the most illustrious fighters for human rights, who persistently pursued his combat for our common values in different fields: be it in culture, through the underground art scene, theatre and literature, or in civic activism, through dissidence and, later, through mainstream politics. In all these fields Václav Havel remained faithful to our values, he never chose an easy way, he never gave up to the temptations of either opportunist populism or “pure art” disconnected from the social tragedies faced by the oppressed.

This year the jury had the difficult task of selecting one prize winner among 56 strong candidates – and I congratulate all of them for their outstanding achievements. On behalf of the Assembly I want to express our gratitude to the members of the selection panel, who fulfilled their duty with commitment, competence, wisdom and intelligence.

I am glad that today I can welcome here in the hemicycle the prize winner of last year’s first Václav Havel Human Rights Prize, Mr Aliés’ Bialiatki. Last year, dear Mr Bialiatki you were unable to attend the ceremony, since you were in prison in your country, Belarus. The very freedom you fought for was taken away from you because of your commitment to human rights. I hope and believe that our prize at least in a small way contributed to your pre-term release three months ago. I know that you will continue your human rights work, and we salute your persistence and commitment. I would like to congratulate you by our applause.

As I mentioned, the selection of the candidates for this year’s prize was extremely difficult, but, I think that the shortlist we finally came up with reflects three different areas in which the energy and ardour of human rights defenders are particularly needed today.

B’Tselem is an NGO that brings together Israelis and Palestinians who join forces to protect human rights in the West Bank, East Jerusalem and the Gaza Strip. This objective is both valuable and precious since the widespread violence and permanent risk of conflict makes individuals particularly vulnerable. But their commitment goes beyond, in its work B’Tselem contributes to reconciliation through the respect of human rights – which has always been one of the main missions of the Council of Europe. I would like to highlight that nominations and the prize itself are not restricted to European individuals or organisations. B’Tselem is represented here by Mr Hagai El-Ad, Executive Director, and Mr Muhammad Sabah, Senior Field Researcher in Gaza.

The Jesuit Refugee Service Malta is a branch of the global Jesuit Refugee Service. Its efforts are directed towards assistance for those who probably need it the most: refugees, asylum seekers and irregular migrants who come to Europe hoping to find a better life. Often these people face humiliation and abuse, and even risk to their lives in their countries of origin, transit and destination. They become easy targets and scapegoats for populists. But we often tend to forget that when migrants and refugees succeed, they make our society richer in political, cultural, scientific and economic terms. The Jesuit Refugee Service Malta helps such people succeed, regardless of their religious or other background, during the period of their lives when they are the most vulnerable, and Europe should be thankful for it. Dr Katerine Camilleri, Director of the Jesuit Refugee Service Malta, represents her organisation today.

Mr Anar Mammadli is an Azerbaijani human rights defender, founder and Chairperson of the Election Monitoring and Democracy Studies Centre. His commitment lies in the area of promoting democratic institutions and civil and political rights. Annar Mammadli is our long-standing partner who shared with our Assembly, but also with other bodies of the Council of Europe, including its Commissioner for Human Rights, his valuable expertise on the situation in his country. Regretfully, he cannot be with us today, since in May 2014 he was sentenced to five and a half years in prison. Mr Mammadli is represented by his father, Mr Asaf Mammadov whom I want to welcome whole-heartedly.

Dear colleagues, as you can see, the three nominees, their work and achievements, embody three high priorities for the Parliamentary Assembly – democracy and political and civil rights, reconciliation through human rights and solidarity with the most vulnerable groups. This shows that the Václav Havel Prize is more than a symbol of the Assembly's support to activists and NGOs; the Václav Havel Prize is our common identity.

Some might say that the combat of the three nominees is hopeless, that their objectives are impossible to achieve and that their vision of the future is nothing but a dream. But I would like to recall what Václav Havel said in this hemicycle more than 24 years ago: "Everything seems to indicate that we must not be afraid to dream of the seemingly impossible if we want the seemingly impossible to become a reality. Without dreaming of a better Europe we shall never build a better Europe".

On behalf of the panel and on behalf of us all, I would like to congratulate once again the three nominees who all merit our highest recognition. All three are going to receive a diploma. But a choice had to be made, which was very, very difficult considering the outstanding merits of the three nominees. After a very long and detailed discussion yesterday, the jury reached a decision and I am pleased to announce that the 2014 Václav Havel Human Rights Prize has been awarded to Mr Anar Mammadli.

Discours à l'attention de Sa Sainteté le pape François, Strasbourg, 25 novembre 2014

Votre Sainteté,

C'est un grand honneur qui m'échoit, celui de pouvoir vous remercier au nom du Conseil de l'Europe et de son Assemblée parlementaire d'avoir bien voulu répondre à notre invitation pour nous porter votre message dans cet hémicycle de la maison de la démocratie et des droits de l'homme, la maison du dialogue.

Quelles que soient nos croyances et nos convictions personnelles, notre Organisation, avec ses représentants de 47 pays appartenant à des religions différentes et de membres athées ou agnostiques, vous est infiniment reconnaissante de lui avoir livré vos réflexions et d'avoir posé des questions justes à l'Europe sur notre vigueur, notre idéalisme, notre esprit de curiosité et d'entreprise.

Nous saluons avec reconnaissance votre engagement pour défendre les valeurs qui sont à la base de la Convention européenne des droits de l'homme, valeurs qui unissent tous les Européens. Notre but est de construire une Europe unie, sur la base de valeurs communes, tout en respectant notre diversité ; c'est ce qui constitue notre force et notre richesse.

Dans votre adresse d'aujourd'hui, tout comme dans votre homélie à Lampedusa en juillet dernier, vous avez dénoncé ce que vous avez qualifié de « globalisation de l'indifférence » – une culture de confort individuel qui fait que nos sociétés sont de moins en moins attentives aux souffrances des autres. Je voudrais me référer au philosophe allemand Karl Jaspers pour qui l'indifférence est la forme la plus légère de l'intolérance. Notre objectif commun doit être de renverser cette « globalisation de l'indifférence ». Il faut humaniser et démocratiser le processus de la globalisation.

Nous apprécions particulièrement votre engagement en faveur des migrants et des personnes les plus vulnérables. Nos sociétés ont le devoir d'aider et de partager la responsabilité, indépendamment de la provenance de ceux qui fuient les conflits, la famine et la répression.

La dimension religieuse du dialogue interculturel est au centre de nos préoccupations. Je vous suis infiniment reconnaissante de votre proposition de créer une nouvelle agora comme plate-forme de dialogue et d'échange.

Ce dialogue est plus important que jamais, alors que certains prêchent la violence et justifient les plus graves atteintes aux droits de l'homme en se fondant sur la croyance, ce qui discrédite des communautés et des cultures entières, ainsi que l'essence même de la religion.

Le seul moyen pour contrer cette tendance est de rester unis. Les représentants de toutes les religions ainsi que des mouvements laïques doivent réfuter ensemble toute forme de violence et de haine. Nous devons détruire l'idée que la religion peut justifier une violation des droits de l'homme et nous devons dire haut et fort que cette idée est une aberration dangereuse.

Votre Sainteté, votre désir de remettre en question certaines traditions reçoit tout notre soutien. Mais nous savons tous que, dès qu'il s'agit de réformer, il faut de la volonté, de la persuasion et de la persévérance pour vaincre les résistances. À titre d'exemple, il me tient à cœur de souligner que dans nos pays nous avons mis des décennies pour atteindre l'égalité formelle entre hommes et femmes. Aujourd'hui, 25 novembre, journée internationale contre la violence à l'égard des femmes, nous constatons que nous avons encore un long chemin à parcourir pour obtenir une égalité effective, non seulement proclamée en droit, mais vécue et mise en œuvre par ceux qui ont la responsabilité de nos institutions.

Votre Sainteté, nous savons que nos valeurs et nos principes sont plus menacés que jamais. Nous avons l'obligation et le devoir de les défendre. Nous ne pouvons réussir que si nous agissons ensemble. Il y a vingt-cinq ans, Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a contribué à démanteler le mur de Berlin qui divisait notre continent. Aujourd'hui, il existe encore de nombreux murs à travers le monde et nous sommes conscients du risque d'en voir de nouveaux être érigés. Ce ne sont pas seulement des murs en béton, mais, ce qui est peut-être plus grave encore, ce sont les murs dans nos esprits. Ensemble, nous devons les détruire et empêcher qu'émergent de nouvelles divisions. Sinon, nous trahissons nos missions essentielles.

Ouverture de la 1^{re} partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 26 janvier 2015

Mesdames, Messieurs, chères/chers collègues,

Il y a une année, vous m'avez fait honneur en m'élisant Présidente de notre Assemblée. Aujourd'hui, vous m'avez de nouveau témoigné votre confiance, et je vous en remercie. Je suis reconnaissante pour votre soutien infaillible dans notre mission commune qui devient de moins en moins facile. La coopération avec les collègues du Comité des présidents a été particulièrement fructueuse. J'aimerais également remercier le Secrétaire général de l'Assemblée, M. Wojciech Sawicki, et les secrétariats de l'Assemblée, des délégations nationales et des groupes politiques, pour leur professionnalisme, leur disponibilité et leur engagement. Nous avons la chance de pouvoir travailler avec une équipe aussi compétente. Je tiens également à remercier M^{mes} et MM. les ambassadeurs pour l'excellente coopération avec le Comité des Ministres et à l'occasion de nos nombreuses entrevues bilatérales. Aussi voudrais-je saluer la bonne coordination avec le Secrétaire Général, M. Thorbjørn Jagland, ainsi qu'avec la Secrétaire Générale adjointe, M^{me} Gabriella Battaini-Draroni, et le personnel qu'ils dirigent.

L'année 2014 n'a décidément pas été une bonne année pour les principes fondamentaux que nous défendons en Europe. Dans certains pays de notre continent, la société civile subit une attaque sans précédent. De nombreux partenaires du Conseil de l'Europe, intellectuels, défenseurs des droits de l'homme et journalistes reconnus au niveau international pour leur engagement en faveur de la liberté, se trouvent en prison. D'autres doivent faire face, dans le cadre de leurs activités professionnelles, à des pressions considérables, des perquisitions, des arrestations, des interdictions ou des refus de coopération. L'attribution du prix Václav Havel 2014 à Anar Mammadli a confirmé notre engagement d'être aux côtés de la société civile quand elle est menacée et muselée. Le 15 janvier dernier, nous avons lancé l'appel aux candidats pour la nouvelle édition du prix – nous continuerons de soutenir ceux qui mènent le combat pour les droits de l'homme sur le terrain. La date limite de soumission des candidatures est fixée au 30 avril.

Dans certains de nos pays, le prétexte du retour aux « valeurs traditionnelles » sert à dépouiller les citoyens des droits pour lesquels des générations avaient combattu. La corruption qui continue à gangrener nos sociétés reste un grand défi. Notre plate-forme contre la corruption lancée en avril dernier peut contribuer à affronter ce défi, et je vous invite à y participer activement.

Les populations qui fuient les guerres et la misère continuent d'échouer sur les côtes méditerranéennes. Nous comptons les morts par milliers ; ceux qui survivent doivent souvent faire face à l'indifférence et au mépris. À travers l'Europe et ailleurs, ressurgissent des mouvements extrémistes de tous bords, qui se nourrissent de la xénophobie, de la haine, du malaise social et de l'intolérance. Ces mouvements voient dans la diversité, qui constitue la richesse inestimable de nos sociétés, une menace ; ces mouvements sont un risque énorme pour nos valeurs communes.

Nous avons vu la terreur et la violence émerger dans de nombreux pays européens, dont la France qui accueille le siège de notre Organisation. Les actes terroristes à Paris sont une attaque contre nos valeurs fondamentales. Ces événements tragiques nous rappellent qu'il faut continuer notre combat quotidien, qu'il faut surmonter les clivages politiques pour dire non à l'intolérance et pour défendre nos démocraties, le « vivre ensemble » et la liberté d'expression. Nous ne pouvons que saluer l'immense élan de solidarité à travers toute l'Europe après les crimes barbares perpétrés en France. Maintenant, il s'agira de faire de cet élan de solidarité un mouvement durable contre la haine. Il est de notre responsabilité de faire durer cet engagement.

Dans son adresse au Conseil de l'Europe en novembre dernier, Sa Sainteté le pape François a proposé de créer une nouvelle agora comme plate-forme de dialogue et d'échange interreligieux. Cette proposition est dans la lignée de notre travail de longue date sur la dimension religieuse du dialogue interculturel, et nous avons déjà proposé de créer une telle plate-forme stable en 2011. Nous devons mettre en œuvre cette idée aujourd'hui, car les solutions répressives ne seront pas suffisantes pour affronter la montée de l'intolérance. L'Alliance parlementaire contre la haine, que nous lancerons officiellement ce jeudi, devra elle aussi devenir un instrument efficace dans notre combat contre la violence et contre l'intolérance si nous nous y engageons réellement. L'instauration de la Journée européenne des victimes de crimes de haine que nous avons soutenue durant la session de septembre est d'autant plus importante dans le contexte actuel.

Ladies and gentlemen, dear colleagues,

2014 has been an enormous challenge for all of us. For the first time since the end of the Second World War we face a unilateral attempt to redraw the map of Europe. The annexation of Crimea by the Russian Federation is a flagrant and major violation of international law. It is a dangerous precedent which risks plunging our continent back to the times when war defined borders. Europe needs Russia as a reliable partner and a responsible power, but Russia has to respect its international obligations for there to be peace, security and stability in Europe.

Today the Ukrainian people continue to suffer. According to the latest data from the United Nations, more than 5 000 persons have died since the beginning of the conflict, including in the recent tragedies near Volnovakha and in Donetsk. We mourn the victims. Over one million persons have fled their homes because of the fighting. This catastrophe reminds us, a century after the start of the First World War, of the danger of geopolitics prevailing over the values of democracy, rule of law and even human life. The profound economic crisis and the absence of strong and reliable state institutions aggravate further the complex and difficult situation prevailing in Ukraine. Together with the presidents of political groups I visited Kyiv 10 days ago. Our interlocutors spoke with one voice that respect of the Minsk agreements was an imperative first step towards peace and reconciliation. One of the elements of the agreements is the exchange of prisoners of war and hostages. In this respect it is of grave concern that Ms Nadiia Savchenko, who is now member of the Verkhovna Rada and since this morning confirmed as a member of our Assembly, is

detained in the Russian Federation. I hope that her situation will be resolved swiftly and she will be able to join us in this hemicycle very soon.

The rule of law and respect for human rights must guide the steps we take. Those responsible for human rights violations must be brought to justice, no matter which side they are on and regardless of whether the events occurred during the conflict in the east of the country, in the course of the Maidan related events or during the May tragedy in Odessa.

Ladies and gentlemen, dear colleagues, we know that what we are witnessing is not the end of history, and the page of history that we are living and writing is regrettably not a happy one. We live in a world facing disruption where on the European continent we see fundamental rights undermined.

Last year I was often asked if I was optimistic or pessimistic as to the future of Europe. In order to reply to this question, I referred to the founding fathers of the Council of Europe who were convinced that we could and we had to overcome our history, modelled by disputes and injustice, in order to build a common future based on human rights, democracy and the rule of law. The founders of the Council of Europe were neither optimists nor pessimists. They were men and women who chose to commit themselves to build together a peaceful and united Europe in spite of the deep wounds and ambient mistrust left by a horrendous war. I believe that today we need to draw inspiration from their example. We have to strive to find solutions that are not guided by short-term considerations; we have to put our mission in a middle- and long-term perspective.

What kind of tools do we have to confront today's challenges in Europe? Our main force is parliamentary diplomacy and mutually respectful dialogue. But to conduct dialogue does not mean to close our eyes to shortcomings and violations. Our duty is to have the courage to speak the truth. Sometimes you have to criticise, and sometimes you have to take criticism.

The challenges before us are great, but we should not give up. The immensity of these challenges shows that the commitment of each one of us is more important than ever. It is our responsibility, as representatives of parliaments of 47 states, to make all possible efforts to protect the values of democracy, human rights and the rule of law.

We need to do this first and foremost in our own countries, but also in this hemicycle. We can succeed only if we work together. I will not give up, and with your support I will continue to try to make a difference. I know that you will not give up either, and I thank you for this.

Lancement de l'Alliance parlementaire contre la haine, Strasbourg, 29 janvier 2015

Chers collègues,

C'est avec grand plaisir que je participe aujourd'hui au lancement officiel de l'Alliance parlementaire contre la haine.

Depuis plusieurs mois, les discours haineux et racistes ont pris une dimension alarmante. La xénophobie et l'intolérance présentent aujourd'hui le plus grave danger pour l'existence pacifique de nos sociétés multiculturelles, et une réelle menace pour nos valeurs européennes.

Il est urgent d'agir.

Je suis très heureuse d'apporter tout mon soutien à cette initiative, car je considère la lutte contre l'intolérance comme une de mes priorités. Nous devons redoubler nos efforts pour éliminer toute manifestation de haine, de discrimination ou de racisme. La promotion du respect de la diversité et la promotion de la non-discrimination devraient être les mots clés de cette campagne, car la diversité est notre richesse et l'avenir pour nos sociétés.

En tant qu'élus, nous avons une responsabilité plus grande que quiconque en la matière. Aujourd'hui, nous devons diffuser un message politique fort et j'invite tous mes collègues à pousser leur cri contre toute forme d'intolérance.

Un cri de conscience démocratique et civile.

Un cri d'alarme, d'indignation contre la montée de l'extrémisme et du racisme.

Un cri de solidarité humaine pour les victimes de discrimination.

Un cri d'espoir envers une société plus forte que les semeurs de haine.

Je salue la remarquable initiative du lancement de cette alliance par notre commission «égalité et non-discrimination», et je vous souhaite beaucoup de succès.

Soyez assurés, chers collègues, que je suivrai vos travaux avec beaucoup d'attention.

Opening address at the High-level Conference “Implementation of the European Convention on Human Rights, our shared responsibility”, Brussels, 26 March 2015

Ministers, Your Excellencies, ladies and gentlemen,

Please permit me, at the very outset, to congratulate the Belgian Chairmanship of the Council of Europe to have placed emphasis, in the title of this high-level conference, on the effective implementation of the European Convention on Human Rights and our shared responsibility in ensuring that the extraordinary success of the Convention system is maintained and reinforced.

We need to reaffirm the Convention’s central role as a constitutional instrument of European public order – “l’ordre public de l’Europe” – in order to secure and reinforce democratic stability on our continent. This is all the more important today when the fundamental values that the Council of Europe defends – human rights, democracy and the rule of law – have to face serious challenges, in particular, that of extremism and radicalisation. While strengthening the legal arsenal, we should ensure that our security policies and measures comply with the standards set by the European Convention on Human Rights. There can be no security for Europe’s citizens without respect of human rights, rule of law and democracy. These values can never be taken for granted.

Ladies and gentlemen, all of us present here today are fully aware that the Convention system is indeed based on the shared responsibility of the Council of Europe’s institutions and the 47 member states of the Organisation. In other words, this means not only close interaction between the Council of Europe institutions and bodies, that is the Court, the Committee of Ministers and the Parliamentary Assembly, but also co-ordinated and joint efforts at national level by the executive, legislative and judicial organs, within our member states.

The Parliamentary Assembly, which I have the honour of presiding, has an important role to play in this respect and in my opening statement I would like to focus specifically on the Parliamentary Assembly’s contribution to fulfilling this joint responsibility. For indeed, the double mandate of parliamentarians – as members of the Assembly and of our respective national parliaments – is of fundamental importance in ensuring that Convention standards are effectively protected and implemented domestically.

I wish to stress two aspects of our work in this respect: firstly, the election of top quality judges and, secondly, the increasing role of the Parliamentary Assembly as regards the oversight of the execution of the judgments of the European Court of Human Rights – something that the Brighton Declaration of April 2012 clearly welcomed.

First the election of judges. By the end of this year, we will have elected 15 new judges to the Court. But here I wish to make an important point, in echoing the Conference’s emphasis on “joint responsibility”: if the findings of the Strasbourg Court are to be recognised as authoritative – in particular by their peers at the

domestic level – the Assembly must be in a position to elect judges with appropriate stature and experience. Hence, it is – I submit – not only necessary to ensure national selection procedures which are rigorous, fair and transparent, but also important for the national authorities to encourage eminent jurists with relevant experience to leave flourishing national careers. This is a difficult but essential role placed upon the shoulders of many persons present here today.

Permit me to draw your attention to two matters in this connection.

Firstly, let me draw your attention to the Assembly's texts, adopted in June of 2014, on the "reinforcement" of the Court's independence, which deal with, among other subjects, the issue of ensuring appropriate employment for former judges of the Court upon the expiration of their terms of office. Moreover, as of January of this year, the Assembly has put into place a new specialised full committee of parliamentarians with legal experience "on the Election of Judges to the European Court of Human Rights."

Secondly, I would like to briefly highlight the Assembly's recent activities regarding the implementation of the Court's judgments. Although the supervision of the execution of the judgments is the principal responsibility of the Committee of Ministers, it is clear – again with reference to our "joint responsibility" – that the Assembly and national parliaments must play a more proactive role in this respect. Here, too, the viability of the Convention system is at issue.

As many of you are aware, the Assembly's Committee on Legal Affairs and Human Rights has given priority to this subject. The committee's 8th report on the implementation of the Court's judgments will be presented to the Assembly in October of this year, by our rapporteur, Mr de Vries. He, like his distinguished predecessors, Mr Jurgens and Mr Pourgourides, undertook *in situ* visits to several states with particularly problematic instances of non-implementation, and their work has had substantial impact. Such situations are not rare, as evidenced by the Committee of Ministers Annual Report for 2014, published a few days ago.

Tied to this work, I wish to bring to your attention the recent decision of the Assembly's Legal Affairs Committee to create a special sub-committee on the implementation of Strasbourg Court judgments. This new sub-committee is mandated – and I quote – to address "the most pertinent cases of non-implementation of judgments, especially those pointing to the existence of systematic shortcomings or requiring urgent individual measures, especially in cases concerning serious human rights violations". The sub-committee intends to hold open hearings with parliamentary national delegations, as well as with representatives of civil society, in order to help find solutions to outstanding problems.

The involvement of the Parliamentary Assembly and its members with their dual mandate, as mentioned above, corresponds to the subsidiary character of the Convention system. National parliaments can and should hold governments to account for inadequate or dilatory implementation of Strasbourg Court judgments, for example, by holding debates and hearings and putting parliamentary questions. Above all, they should influence the direction and priority of legislative initiatives and – where appropriate – authorise the funds needed to ensure the implementation of Convention standards.

In the Assembly's Resolution 1823 (2011), on national parliaments: guarantors of human rights in Europe, we pointed – at the time – to a handful of positive examples of parliamentary work on this subject, notably in the United Kingdom, in the Netherlands, in Germany, in Finland and in Romania – all five of which had set up parliamentary procedures and/or structures to monitor the implementation of Strasbourg Court judgments. To these can be added more recent initiatives, such as the creation of a permanent sub-committee for the execution of Strasbourg Court judgments by the Polish Sejm. However, most parliaments do not appear to have such supervisory mechanisms.

During my Presidency of the Assembly, I am spending time and effort on actively encouraging this positive trend. I raise this issue in all my official visits to member states. Most recently, I have learned about interesting experiences and ideas in Croatia, France and Romania and I encourage parliamentarians from these countries – as well as all members of the Assembly – to share their good practices.

It is also important to make parliamentarians aware of the standards of the Convention, the case law of the Court and the specific requirements of the execution of the Court's judgments. In this context, the Assembly recently decided to put in place special training programmes on the Convention. Three seminars for parliamentarians have been held so far, in London in 2013, and Warsaw and Madrid in 2014. And another one is scheduled, this year, in Tbilisi. Similar seminars have been held in Strasbourg for legally qualified staff of parliaments. This is a long-term investment, in that busy parliamentarians must have access to an efficient legal service with specific competence in human rights matters.

As the leitmotiv of this conference is "shared responsibility" in ensuring the Convention's long-term future, please permit me to conclude with one final observation about the Organisation's budgetary situation.

The effectiveness of the pan-European system of protection of human rights established by the Convention depends on our ability to deliver the results expected from us, that is addressing serious and systematic human rights violations as well as providing appropriate support to our member states in order to prevent these violations from repeating. We need appropriate means and resources to fulfil this task and in all my official visits to member states I raise the question of the budgetary situation of our Organisation. We should not overlook this issue in our discussions and I count on your support.

In conclusion, allow me to congratulate my compatriot, Mr Dean Spielmann, President of the Court, as well as all the judges of the European Court of Human Rights and the Registry of the Court, for their excellent work. Thanks to recent reforms, the backlog of the cases before the Court has been substantially reduced and I encourage them to continue in the same vein. Well done and good luck for the future!

I thank you for your attention.

Opening address of the 2nd part of the 2015 Ordinary Session, Strasbourg, 20 April 2015

Dear colleagues, ladies and gentlemen,

Welcome to Strasbourg for a new part-session.

At the opening of this part-session, I would like to pay tribute to the memory of refugees trying to reach Europe's southern shores in the Mediterranean Sea. This situation is dramatic. People are dying by hundreds trying to escape hunger, persecution, and hardship. We have to shoulder our responsibilities, there needs to be more solidarity and responsibility-sharing among European states. I would like to ask for a minute of silence to pay tribute to the victims of this dramatic situation.

Let me start my opening remarks by what I consider to be our Organisation's two main challenges: the situation in Ukraine and migration.

The situation in Ukraine first.

Since 15 February 2015 a fragile ceasefire has been in place in eastern Ukraine. I emphasise the word "fragile" because it is very difficult to enforce and violations happen on a daily basis. However, fragile as it is, I believe that it is our chance to move from violence to dialogue.

Now, all of us have to shoulder our responsibilities and seize this new opportunity for building peace. Europe, and the international community for that matter, have to do everything possible to help solve the conflict.

As an Organisation upholding human rights, democracy and the rule of law, the Council of Europe should play a leading role in building an environment for sustainable peace in Ukraine.

Ukraine needs solid democratic institutions; a sound constitutional and legal framework; an independent, impartial and effective judiciary, a modern and efficient system of devolution of power, and – above all – an inclusive political process to carry out all these reforms.

In all these areas, we have developed extensive expertise and I salute the efforts of the Secretary General of the Council of Europe in launching a new action plan for the period 2015-2017.

I would also like to recognise the efforts of the Belgian Chairmanship and, in particular, the personal commitment of Didier Reynders, Chairman of the Committee of Ministers, to maintaining dialogue.

Our Assembly should also make its political contribution to this process. This week, the competent committees in the Assembly are going to hold a joint hearing on the situation in Ukraine and the humanitarian challenges.

Moreover, the Bureau proposed this morning to hold a current affairs debate on the political and security situation in Ukraine and its implications. I hope that the Assembly will support this proposal.

For indeed, a number of issues have yet to be addressed in Ukraine, as shown, in particular by the International Advisory Panel's report on Maidan investigations. This report calls for more efforts to conduct the investigations and bring to justice those responsible. In this context, I hope that a prompt and impartial investigation will soon be conducted into the recent murders of the journalist Oles Buzina and of the former MP Oleg Kalashnikov. Impunity is unacceptable in any Council of Europe member state.

The constitutional reform is also going to be a challenging task and we have recently discussed this matter with the Venice Commission during our regular joint meeting.

But we should not give up and I am confident that together with our Ukrainian colleagues we will be able to make progress on the reform agenda.

As regards our relations with the Russian Delegation, I would like to reiterate my position: we have to engage in serious and meaningful talks in order to look – together – for a solution to the conflict. The annexation of Crimea and the continuing violation of Ukraine's territorial integrity are unacceptable. In our system of values, borders cannot be changed unilaterally or by force.

Our colleague, Nadiia Savchenko, member of the Ukrainian Delegation currently in detention in Russia, should also be given the possibility to participate in the Assembly's work and I regret that, once again, she is prevented from coming to Strasbourg because of her detention. Her health condition is a matter of very serious concern, and I call upon the Russian authorities to release her, including on humanitarian grounds and in line with the so-called Minsk 2 agreement.

Colleagues, you are aware, following the January 2015 part-session, the Russian Delegation decided to suspend its contacts with the Assembly. I sincerely regret this decision.

In this context, and taking into account the fact that there has been no progress on the side of the Russian authorities in addressing the issues raised in our January resolution, the Bureau of the Assembly supported this morning the proposal of the Monitoring Committee to take the issue of the reconsideration of sanctions against the Russian Delegation off the agenda.

I will come back to this matter in a moment when examining the draft agenda of the part-session.

Ladies and gentlemen, the second enormous challenge our Organisation has to face is migration and its human rights aspects.

While I was in Italy and in Turkey recently, I held talks not only in the capitals, but also visited a refugee camp and reception centres for migrants. These visits helped me understand the situation better and reinforced my conviction that frontline states cannot stand alone in their efforts to deal with wave after wave of boat people and the influx of refugees from the Middle East. I reiterate what I said on numerous occasions: greater responsibility-sharing and solidarity is needed with other European countries.

Meeting the refugees was an extremely moving experience. I admire their courage and their efforts to come to terms with their desperate situation and I feel ashamed to hear discussions in some member states where some people seem to oppose relocation of refugees. It is our humanitarian duty to help these people because human rights are universal. Refugees must be able to live in dignity and in decent conditions!

Responsibility-sharing does not only require pooling additional resources, although this is of course important. I would like to emphasise the efforts Turkey, Italy and some other European countries are deploying to provide for the refugees. But clearly, more support is required from all European states and organisations.

What is even more important is a change of policy, and an understanding that the paradigm has changed.

Migration is not only a domestic problem of the member states that are affected. It concerns Europe as a whole. The current EU regulations – the so-called Dublin system – is not only antiquated and unable to deal with today's challenges but it is also unfair for first entry countries, as well as for the asylum seekers.

As a guardian of human rights and fundamental freedoms, our Assembly is duty-bound to ring the alarm bell and launch a discussion about the way in which we can better address the migration issue from a human rights perspective. I believe that the urgent debate on the human tragedy in the Mediterranean which the Bureau proposes to hold during this part-session will be an opportunity to launch such a discussion.

I also welcome and support the activities of our Migration Committee in addressing various aspects of migration from a human rights perspective.

At the same time, we should raise the awareness of individual parliamentarians about the human rights challenges of migration, so that they can take action at national level, especially with respect to the situation of those who are most vulnerable.

The launch of the parliamentary campaign to end immigration detention of children is one of such initiatives and I encourage all of you to join me today, at 1 pm, in front of the Chamber for the official ceremony. Take an active part in this campaign and ensure appropriate follow-up in your capitals!

Moreover, I am working with the Migration Committee on the launching of an initiative to organise simultaneous visits by national delegations to immigration detention centres in all of our 47 member states on the International Migrants Day. I hope that on 18 December 2015, many of you will conduct national visits to detention centres together with your colleagues from national parliaments.

Dear colleagues, despite the gravity of the situation in Ukraine and of the huge challenge that migration represents for Europe, we should not overlook other issues which require urgent action by our Organisation.

Conflict prevention and reconciliation is one of these.

Bringing justice to the past and finding – together – common solutions to common problems have been the driving force of our Organisation from the very start. It is our Organisation's *raison d'être*.

Born out of the ashes of the Second World War, the Council of Europe was given the political mission to build sustainable peace and prevent conflicts. As we are going to commemorate the 70th anniversary of the end of the Second World War in a couple of weeks, let me once again pay tribute to the memory of the victims of this most terrible conflict in Europe's history but also to the efforts of all those who have contributed to building sustainable peace on our continent, including at the expense of their lives.

Dialogue, respect and co-operation are the tools which helped us overcome post-war difficulties and promote reconciliation. The values of human rights, democracy and rule of law form solid foundations for building a peaceful, prosperous and united Europe. These values can never be taken for granted. We have to defend them with vigour and determination.

For indeed, despite years of progress and co-operation, we have not been able to "immunise" Europe against conflicts.

The conflicts of the 1990s in Balkans were shocking in their brutality. Forty-six years after the Second World War Europe suddenly re-discovered the horrors of the war as well as its consequences: thousands of people killed, waves of refugees and IDPs, ethnic cleansing, grave human rights violations and war crimes, missing persons.

During my recent visits to Croatia, Serbia and Bosnia and Herzegovina I could see that important progress has been made in fostering a spirit of reconciliation and addressing post-conflict problems, in particular thanks to the responsible attitude of politicians and their commitment to European values. However, there are still a number of issues which remain open and I believe that the Council of Europe should continue to play an active role in supporting the member states of the region in addressing these.

Moreover, my visit to Turkey and Armenia was a reminder of the wounds going back 100 years. On 24 April, Armenia is commemorating the massacre committed a century ago and I pay tribute to the victims and their descendants.

But these are not the only conflicts that continue to divide Europe. Violence can never bring a solution. We have to talk to each other, listen to each other and try to understand each other, in order to find solutions together.

The 47 member states of the Council of Europe share a common history and are bound to build a common future. Because, despite our differences and disagreements, we belong to the same family.

What unites us are the values of human rights, democracy and the rule of law.

We must learn the lessons of Europe's history and uphold these values. It is our duty to work on preventing conflicts, combating manifestations of hate and intolerance, and promoting living together.

This is the political mission given to our Organisation and, as President of the Assembly, I shall do my utmost to help this Assembly carry it out effectively, in particular, by supporting the “No Hate Parliamentary Alliance”, which must become a pan-European platform for combating hate and intolerance.

Mesdames, Messieurs,

En conclusion, permettez-moi de mentionner deux événements importants durant cette partie de session.

Premièrement, cela sera un grand honneur pour nous d’accueillir demain Sa Majesté le roi des Belges et Sa Majesté la reine Mathilde. La visite du couple royal au Conseil de l’Europe durant la présidence belge au Comité des Ministres a une grande valeur symbolique pour notre Organisation. C’est un message de soutien fort pour les valeurs que nous défendons.

Deuxièmement, nous examinerons cette semaine le projet de protocole additionnel à la Convention du Conseil de l’Europe pour la prévention du terrorisme, transmis à notre Assemblée par le Comité des Ministres pour avis. Face à la menace du terrorisme et de l’extrémisme, nous avons besoin d’outils juridiques appropriés et conformes aux standards de la Convention européenne des droits de l’homme. Je compte donc sur votre soutien pour donner un avis favorable à ce protocole additionnel.

Nous tiendrons également un échange de vues avec les Délégués des Ministres sur l’action du Conseil de l’Europe face à la menace terroriste dans le cadre du Comité mixte. Je me réjouis par avance de cette possibilité. Face à une menace aussi grave, les organes du Conseil de l’Europe doivent agir ensemble.

Je vous remercie de votre attention.

Commemoration of the end of the Second World War in Europe, Strasbourg, 9 May 2015

Ladies and gentlemen,

I would like to join the Secretary General of the Council of Europe in his call for us to remember the tragedy, bloodshed, inhumanity and suffering of the Second World War, which ended 70 years ago. Today we stand and remember, but tomorrow it needs to be our children and generations to come, who take our place.

We pay tribute to all those who sacrificed their lives, standing strong against the horrific Nazi regime, its barbarism and its hatred. We have to express our enormous gratitude to those who liberated our continent from the immoral and criminal oppression of Nazism. We have to mourn the victims of this destructive ideology: combatants and non-combatants, victors and losers. We shall never forget those humiliated and murdered by the Nazi regime throughout Europe – Jews, LGBT persons, Roma and many other innocent victims.

All Europe suffered, but eastern Europe was particularly devastated by the war – the people of Russia, Belarus, Ukraine, Poland and the Balkan countries paid an especially heavy toll for our common peaceful future, and we should never forget this. But we should also remember why the Second World War broke out, what were the driving forces for this brutal tempest of murder and suffering: a victor's peace, a creeping totalitarian political system, a disregard for human beings.

We should also remember that, regretfully, the end of the war did not bring freedom to all nations in Europe.

We need to pay tribute to those who, after the end of the war, with tremendous effort, managed to reconstruct their cities, their countries and to restore democracy.

Le Secrétaire Général a mis l'accent sur la sécurité démocratique dans son récent rapport sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit en Europe. La démocratie est notre plus puissante alliée pour limiter les risques de guerre. Œuvrer ensemble à la construction et à la consolidation de la démocratie, de la tolérance et du « vivre ensemble » représente le plus grand hommage que nous puissions rendre aux victimes et aux héros de la seconde guerre mondiale.

Les parlementaires, en tant que représentants directs du peuple, ont un rôle particulier à jouer en favorisant un dialogue responsable et la coopération par-delà les clivages politiques et les frontières nationales. En ma qualité de Présidente de l'Assemblée, lorsque je me rends dans les États membres du Conseil de l'Europe, j'insiste sur le fait que toutes les forces politiques démocratiques doivent transcender leurs différences et, avec le concours de la société civile, des intellectuels et des chefs religieux, combattre et dénoncer l'extrémisme, l'intégrisme et la xénophobie qui constituent le terreau du totalitarisme. Nous devons comprendre quelles sont les racines sociales de ces phénomènes afin d'éradiquer le virus de la haine qui engendre les conflits.

Chers amis, aujourd'hui, nous célébrons également la Journée de l'Europe, une occasion de nous souvenir d'où nous venons, de réfléchir au chemin que nous avons parcouru et à l'importance considérable de l'unité européenne pour notre avenir.

Dans le discours qu'il a prononcé devant notre Assemblée parlementaire le 20 avril 1959, Robert Schuman a déclaré :

« Nos idées sur la façon de construire l'Europe continuent à différer. Elles ne devront jamais aboutir à nous faire abandonner la recherche des conciliations raisonnables. Le Conseil de l'Europe est l'une des principales tribunes dans lesquelles doivent se préparer des lendemains où notre sécurité ira de pair avec notre volonté de paix et d'amitié constructive. »

La quête de la sécurité et de la paix démocratiques en Europe est, en effet, la principale raison d'être de notre projet européen commun. Notre Organisation est née des cendres de la guerre. Notre mission est d'autant plus importante que notre mémoire collective s'estompe et que certains de nos États membres sont actuellement le théâtre de bains de sang.

Promettons donc de ne jamais renoncer au rêve européen de paix démocratique et chérissons la mémoire des victimes de la seconde guerre mondiale et de ceux qui ont lutté pour notre avenir européen commun. Comme l'a écrit le philosophe, poète et romancier George Santayana : « Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter. »

125th Session of the Committee of Ministers, Brussels, 19 May 2015

Chairperson, Ministers, ladies and gentlemen,

Since we met last year, nothing but bad news: to the conflict in Ukraine other priorities have to be added, the migration drama, the increase of violations of human rights in numerous countries as well as the increase of hate speech and intolerance.

First Ukraine:

Over the last year we have seen hostilities expanding in the east of Ukraine, the death toll rising, and the number of IDPs increasing.

Under these circumstances, in January, the Parliamentary Assembly continued to restrict the voting and other rights of the Russian Delegation. It did not take away the credentials so as to allow contacts and dialogue to continue. The Russian Delegation however chose to withdraw from all contacts with the Assembly until the end of the year.

This is regrettable, as it is only through dialogue that we can begin to find solutions.

Ladies and gentlemen, the second issue is the migration drama.

We can't paddle in our ponds in Europe and forget those drowning in the Mediterranean. Neither can we forget that Turkey now has two million refugees from Iraq and Syria. No country alone can solve this mixed flow of migrants, asylum seekers and refugees. Governments have to stop defending their corners and show greater solidarity.

The third concern I want to express is a dangerous questioning and lack of respect for human rights in a number of member states:

detention and silencing of critics;

restrictions on freedom of expression and the media;

talk of reintroduction of the death penalty;

picking and choosing judgments of the European Court of Human Rights that member states feel happy with, and even more bringing the fundamentals of the Convention system into question.

Finally I want to comment on the worrying increase of intolerance and hate speech.

In January we launched the No Hate Parliamentary Alliance. I propose that the Council of Europe takes the initiative to ask all democratic political forces – despite their differences – civil society, as well as religious leaders, to join in one large movement to say NO to hate and intolerance. Hate and intolerance are undermining our democracies.

Ladies and gentlemen, the solidarity that came out of the ashes of the Second World War was what created the Council of Europe and then brought central, eastern and western Europe together following the fall of the Berlin Wall.

Erosion of solidarity is perhaps one of the greatest challenges facing Europe, without solidarity everything our foremothers and forefathers fought for 70 years ago begins to unravel.

Welcome speech to Mr Ban Ki-moon, Secretary-General of the United Nations, Strasbourg, 23 June 2015

Secretary-General,

Let me wish you a very warm welcome in this pan-European Assembly which brings together elected representatives of 47 European nations.

It is a privilege for us all to receive you today. It is also a special pleasure for me to welcome you in Strasbourg, after having had the chance to meet you in New York a year ago.

This year, as we are marking the 70th anniversary of the end of the Second World War, we are also celebrating the 70th anniversary of the United Nations. This anniversary is crucially important for the Council of Europe, which shares the United Nations' political goals to consolidate peace, promote international justice and foster co-operation, on the basis of the fundamental values that bind our societies together – human rights, rule of law and democracy.

Today, these values are challenged in many ways as new threats to international peace, security and development emerge.

Intolerance, discrimination, hate, violent extremism and terrorism are on the rise, and we have to combat these together.

The space for fundamental rights and freedoms shrinks dramatically, as democratic political processes are challenged by authoritarian trends.

When His Holiness Pope Francis addressed our Assembly last November, he spoke in relation with the migration drama about globalisation of indifference. Since then, unfortunately things have become worse and we now see a shift from the globalisation of indifference to the globalisation of rejection.

It is our duty to stop this trend.

The refugee drama and the migration phenomenon call for more solidarity and responsibility-sharing. We need a global solution to this global problem where the UN must have the lead, but where Europe has to play an active role.

A new sustainable development agenda is needed, in particular, to end poverty; reduce inequalities; promote sustained, inclusive and sustainable economic growth; combat climate change; build peaceful and inclusive societies; ensure accountability; respect the rule of law and ensure access to justice for all.

Since your election as Secretary-General in 2007, you have invested time and efforts in leading the United Nations' action in these as well as many other areas.

Your diplomatic efforts in the field of peacebuilding and conflict prevention, as well as your commitment to humanitarian action, deserve our applause.

You have been very outspoken on human rights issues, taking clear and bold positions in support of the values we share.

You have taken the lead on reforming the United Nations at a difficult historic moment in order to make the Organisation more efficient and responsive to the new challenges.

It is therefore with great interest that we look forward to listening to your address and I hope that our exchange of views will help us better identify the ways in which we can join efforts to address the many challenges we are facing.

I can assure you, Secretary-General, that the Council of Europe and our Assembly are eager to act as solid partners of the UN. You can count on our support and now I give you the floor.

Commemoration of the victims of the 22 July 2011 massacre, Oslo, 22 July 2015

Your Excellencies, ladies and gentlemen,

It has been four years today since this brutal and unacceptable killing of 77 people, mostly young people, shocked your country, Norway; shocked our continent, Europe; and the entire world.

It has been four years since the hopes and dreams of these young men and women, who believed in the highest values of tolerance, diversity and mutual understanding, were broken.

Unfortunately, during these four years, many other acts of violence reminded us of the atrocities human beings are capable of, and that the fight against hatred and intolerance is a never-ending task. Two days ago an explosion in Suruç, Turkey, killed 32 young people during a summer expedition to help rebuild Kobane.

This and other similar atrocities must be stopped.

We must stand and honour the dead by fighting even stronger for a more democratic and inclusive society.

On behalf of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, I want to reiterate in Oslo our strongest support to declare 22 July as European Day for Victims of Hate Crime in order to show our solidarity with all those who have been victims of hate crimes and to promote a collective effort to fight against the scourge of hatred and intolerance.

I would like to express my deepest sympathies to the families and friends of the victims.

We will never forget.

Fourth World Conference of Speakers of Parliament, United Nations Headquarters, New York, 1 September 2015

Dear colleagues, ladies and gentlemen,

I represent the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, an Organisation that brings together parliamentarians from 47 European states, myself coming from Luxembourg. Today I want to speak about three “extraordinary” challenges that are not exclusively European, challenges that need “extraordinary efforts”.

The first extraordinary challenge is the migration drama. The inflow of refugees and migrants to Europe reminds us that we do not live isolated from each other; it reminds us that state borders, and frontiers between continents cannot, and should not, prevent people from escaping violence and persecution. Numerous statements and reactions show the need for a co-ordinated international response. At the same time, in practice, political will for more international solidarity and more responsibility-sharing seems to be dangerously lacking.

But we are sleepwalking into disaster if we do not work together. Parliamentarians must show more initiative; they must lead. Too hot to handle is not an option. We, parliamentarians, must tell our governments to stop defending our own corners and show greater solidarity.

The second extraordinary challenge I wanted to mention is the rise of intolerance, hatred and extremism. They represent one of the gravest dangers for democratic institutions and living together.

Last January, PACE launched the No Hate Parliamentary Alliance. This initiative should be extended beyond the European continent with all parliaments joining a network – for instance, in the framework of the IPU – to create one large movement, linking up with civil society, religious bodies and others to say “no” to hate and intolerance.

The third extraordinary challenge I would like to highlight is tackling terrorism.

Within the Council of Europe there is a Convention on the Prevention of Terrorism. Like some of the other Council of Europe treaties, such as the Istanbul Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence, this convention is open to non-member states.

Dear colleagues, ladies and gentlemen, let me conclude by reminding you, that as speakers of parliament, you have a real power to change the world for the better. You can contribute to bringing solidarity back in the international arena; you can combat hatred and intolerance; you can make use of international instruments to tackle terrorism while at the same time guaranteeing the respect of human rights at home.

Opening address of the 4th part of the 2015 Ordinary Session, Strasbourg, 28 September 2015

Dear colleagues, ladies and gentlemen,

I have to start my introductory remarks on a sad note. This summer, one of our colleagues – Philipp Missfelder from the German Delegation – passed away at the age of 35. We will remember him as an active participant of our debates, a committed European, and a true friend. My condolences to the German Delegation as well as to his family.

I would also like to pay tribute to two of our interpreter colleagues who passed away during this summer – Dimitri Golybine from the Russian booth and Bernardo Ghionda from the Italian booth. Their voices will be missed.

Allow me to call a minute of silence to pay tribute to the memory of our colleagues and friends.

Ladies and gentlemen, the period between our part-sessions was marked by a dramatic and unprecedented aggravation of the refugee crisis. “We are sleepwalking into disaster if we do not work together”, these were my words when I addressed the 4th World Conference of Speakers of Parliament early September, urging the speakers of parliaments of the world to work with their governments to raise awareness of the refugee drama and show much greater solidarity.

While in New York, I discussed this issue with a number of speakers and international partners. More recently, I spoke about the refugee drama with the President of the European Parliament and the leaders of the European Parliament’s political groups during the joint meeting between our Presidential Committee and the Conference of Presidents of the European Parliament.

Clearly, we are facing a crisis which requires a bold, straightforward and collective response at pan-European level. It also requires us to look ahead and not react a step behind developments, which we have been doing in the last couple of months.

Our Assembly is already actively involved. As you know, the migration phenomenon and our response to the refugee drama have been in the focus of my activities as President since the beginning of my mandate. Together with your support, we organised a visit by parliamentarians to the refugee camps in Turkey, in order to encourage our parliamentarians to raise awareness among governments and citizens of the scope and magnitude of the challenge. We launched a campaign to end immigration detention of children. We are setting up visits by parliamentarians to detention centres for migrants all over Europe, to be organised on 18 December, the International Migrants Day.

During all my official visits and in particular, in Greece, Spain, Italy, Turkey, Portugal, Serbia, the UN institutions in New York and in Geneva, as well as in the EU institutions, I discussed the migration and asylum challenges and I could feel a strong sense of solidarity with the refugees and an understanding of the gravity of the

problem and the need to take urgent action. Today, we must act. It's no use to continue talking; we need positive actions in our member states.

On Tuesday, we'll hopefully have a thematic debate about Europe's political and humanitarian response to the refugee crisis, with the participation of Ms Laura Boldrini, Speaker of the Chamber of Deputies of Italy and former UNHCR high official. In our debates, we will focus specifically on the need to review Europe's asylum policies and regulations, as well as on the challenges the countries of transit are facing.

I hope you will support this proposal when we come to the adoption of the agenda of our part-session.

While I would not like to preclude the results of this debate, let me highlight three issues which I believe are crucially important and have to be taken into consideration.

Firstly, our priority must be to save the lives of people and provide shelter and support to all those who require international protection. This is our shared duty and an international responsibility. I welcome the recent decision of the EU to relocate 120 000 refugees. Governments need to stand up to their responsibilities, show leadership and bravely take bold decisions, despite the fact that they may be unpopular and seen as wrong by some. I regret, however, that this decision came at such a late stage, after tens of thousands of people have already crossed the EU borders.

The figures are significant, but not insurmountable for a continent as large and wealthy as Europe. The solutions we come up with should not just be short-term fixes. We must think strategically and anticipate developments, as there will be many more people coming; we know this with certainty. We must take into account the future implications of the current crisis, by putting in place medium and long-term integration measures for the new arrivals but also for the host societies. We must keep in mind the wider context and address not only the immediate consequences of the refugee drama but also the root causes: war, conflicts, poverty and famine. The refugee drama is a global problem, which requires global solutions and global solidarity.

Secondly, in reflecting on our response to the refugee crisis, we should keep in mind our standards and values. Any person arriving on the territory of our 47 member states is entitled to the same fundamental rights guaranteed by the European Convention on Human Rights. I welcome the Secretary General's initiative to forward, to our governments, guidance on the treatment of migrants and asylum seekers, to ensure respect for their human rights. But rights come with responsibilities and we must help those who arrive in Europe to understand and apprehend these.

Thirdly, as we are talking today about our immediate response to the crisis, we should not lose sight of the wider picture: the migration phenomenon and its implications for our societies. Many asylum seekers who come to Europe will stay as refugees. We want them to become active members of our societies. We want them to contribute to our economy, enrich our cultural and linguistic environment. We cannot afford to marginalise them. I have said on a number of occasions we

must break the negative stereotypes about migrants and refugees, and value the benefits and opportunities they can offer to our societies. This is all the more important as populist and xenophobic rhetoric is on the rise.

We must put in place policies which say no to hatred. Ten days ago, I had the immense honour of discussing this issue with His Holiness Pope Francis who received me in a private audience in the Vatican. I was honoured that His Holiness agreed to support our No Hate Parliamentary Alliance.

As you know, I have been actively promoting the alliance in all my official visits and bilateral meetings and it is with great enthusiasm that I will continue to do so, not only at the European level but also globally, in our contacts with international partners. Together with the Norwegian Speaker of Parliament we launched the idea of establishing a European Day for Victims of Hate Crime and I hope that, with the support of the parliamentarians from all 47 Council of Europe member states, this initiative will eventually take shape.

Keeping in mind the wider context, I cannot avoid mentioning the issue of intercultural dialogue which is our tool to combat the root causes of intolerance and hate, as well as to promote better cohesion and integration in our societies. As the former rapporteur on the religious dimension of intercultural dialogue, I have been paying particular attention to the issue of living together in all my activities. This week we will be considering Mr Huseynov's report on freedom of religion and living together in a democratic society. This report picks up on the Assembly's earlier idea to establish a stable platform for dialogue with senior representatives of religions and non-denominational organisations in order to foster active commitment by all. I urge you to support this idea.

And this idea was also supported by the Pope when he addressed our Assembly in November last year. He suggested establishing an agora for discussing this issue.

And I'm glad the Bosnia and Herzegovina Chairmanship of the Committee of Ministers has chosen intercultural dialogue as a priority, and I look forward to attending the Sarajevo exchanges on the religious dimension of intercultural dialogue in November.

Chers collègues, Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, alors que nous décernerons le prix des droits de l'homme Václav Havel pour la troisième fois, je ne peux pas ne pas constater que, malheureusement, le rêve de Václav Havel et des grands Européens qui ont fondé le Conseil de l'Europe – celui d'une Europe unie autour des idéaux de la démocratie et des droits de l'homme – est encore loin d'être pleinement réalisé.

Dans certains de nos États membres, les défenseurs des droits de l'homme et les militants de la société civile sont confrontés à toute une série de problèmes. Un cadre juridique restrictif, des procédures administratives complexes et abusives, pire encore, des pressions, des intimidations et des représailles... Les défenseurs des droits de l'homme et les ONG sont malheureusement beaucoup trop souvent

contraints de travailler dans des conditions extrêmement difficiles, voire dans l'illégalité et la clandestinité.

Cela est inacceptable dans une société démocratique et dans des États membres du Conseil de l'Europe.

Nous devons condamner les dérives avec fermeté. Depuis le début de mon mandat en tant que Présidente de l'Assemblée, j'ai toujours suivi cette ligne de principe, en faisant de nombreuses déclarations publiques et en soulevant ces questions dans mes rencontres bilatérales.

J'ai constamment appelé à la libération des prisonniers politiques, où qu'ils soient détenus en Europe. Le premier lauréat du prix Václav Havel – M. Ales Bialiatiski – a passé trois années en prison au Bélarus pour avoir défendu les idéaux démocratiques – les idéaux du Conseil de l'Europe, bien que le Bélarus ne fasse pas partie du Conseil de l'Europe – dans son pays. C'était un grand honneur pour moi de le recevoir l'année dernière après sa libération, au cours de sa visite au Conseil de l'Europe.

Il est venu ici pour remercier le Conseil de l'Europe d'avoir contribué à sa libération.

Le lauréat de l'année dernière – M. Anar Mammadli – est toujours en détention en Azerbaïdjan et je regrette de ne pas avoir eu la possibilité de m'entretenir avec lui lors de ma visite en Azerbaïdjan. Mais j'ai rencontré d'autres prisonniers politiques et des membres de leur famille à Bakou et à Strasbourg, afin de leur manifester notre soutien et notre solidarité. Je compte continuer sur cette lignée. Je n'abandonne pas.

En effet, ces deux dernières années, la situation en Azerbaïdjan en matière de respect des droits de l'homme s'est beaucoup détériorée. Les personnes visées, la nature des charges portées contre elles, la durée des peines prononcées, les irrégularités manifestes dans le déroulement des procès, tout amène à douter de la volonté des autorités de respecter les valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe.

Les récentes condamnations de Leyla Yunus, Arif Yunus et de Khadija Ismayilova soulèvent de sérieuses préoccupations. Il est temps que l'Azerbaïdjan change son approche par rapport aux droits de l'homme et commence un travail sérieux et en profondeur afin de corriger les problèmes systémiques, car il s'agit de problèmes systémiques dans le fonctionnement de la justice, dans le respect de la liberté des médias et de la liberté d'association et de réunion. Cela est d'autant plus important que le pays tiendra dans un peu plus d'un mois des élections législatives.

Comme vous le savez, le Bureau de l'Assemblée a examiné ce matin la question de l'observation de ces élections par notre Assemblée à la lumière de la décision d'ODIHR de ne pas observer ce scrutin. En effet, la décision des autorités azerbaïdjanaises d'imposer des limites strictes au déploiement sur le terrain des observateurs long et court terme d'ODIHR ne permet pas à cette institution – notre partenaire essentiel dans l'observation des élections et de l'atmosphère dans laquelle se déroule ce scrutin – d'effectuer une observation sérieuse et complète, conformément à sa méthodologie et à ses pratiques bien établies.

J'ai exprimé mes graves préoccupations par rapport à cette décision au Président du Parlement azerbaïdjanais, que j'ai également pu rencontrer à New York, en

l'appelant à travailler avec les autorités compétentes de son pays afin d'assurer le déploiement complet et régulier de la mission d'observation d'ODIHR. Il est extrêmement regrettable que les autorités azerbaïdjanaises ne semblent pas vouloir revenir sur leur décision.

Ce matin, le bureau a confirmé sa décision d'envoyer une mission d'observation des élections à Bakou, le 1^{er} novembre 2015. Cette question relève de la compétence du bureau et ses décisions doivent être appliquées.

Toutefois, je suis de l'avis – et je parle strictement en mon nom personnel – qu'en l'absence des observateurs long et court terme d'ODIHR, il sera très difficile – voire impossible – pour notre commission *ad hoc* de faire une analyse profonde et complète de la conformité du scrutin avec nos standards et avec les engagements de l'Azerbaïdjan vis-à-vis du Conseil de l'Europe.

Nous devons revoir nos méthodes de travail, car, sans prendre en compte tous les facteurs du processus électoral, nous ne pouvons pas faire une observation complète des élections.

Chers collègues, Mesdames, Messieurs, comme d'habitude, nous allons accueillir cette semaine de nombreuses personnalités politiques. Je suis particulièrement fier du fait que, durant ma présidence de l'Assemblée, nous allons avoir l'honneur d'accueillir dans notre hémicycle Leurs Altesses royales le Grand-Duc Henri et la Grande-Duchesse Maria-Teresa, accompagnés du Président du Parlement luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo, et de la ministre de la Famille et de l'Intégration, M^{me} Corinne Cahen. Je suis fier de pouvoir accueillir dans cet hémicycle Leurs Altesses royales.

Egalement, les allocutions du Premier ministre de la Bosnie-Herzégovine, M. Denis Zvizdić, et du Premier ministre de la Serbie, M. Aleksandar Vučić, ainsi que celles du Président du Comité des Ministres, M. Igor Crnadak, et de la Présidente de la Chambre des députés du Parlement de l'Italie, M^{me} Laura Boldrini, enrichiront nos débats. Je me réjouis du fait que notre Assemblée continue d'être une plate-forme de débat pour des personnalités politiques éminentes.

Dear colleagues, ladies and gentlemen,

This is going to be the last plenary session at which I preside. So, in concluding my introductory remarks, allow me to make a general observation.

The past two years were not good for human rights and for the values that our Organisation is defending. Let me give you a few examples of the many challenges we are facing: the refugee drama, the rise of radicalism and the barbaric terrorist attacks in the heart of Europe as well as in our neighbourhood, the conflict in Ukraine and the involvement of Russia.

Regarding the latter issue – the conflict in Ukraine – the end of violence and the restoration of Ukraine's territorial integrity will remain a priority for us. Equally, supporting Ukraine in its efforts to reform its institutions will remain on top of our

agenda, as Ukraine needs solid democratic institutions based on the rule of law to pursue its European agenda.

During the past two years, we have seen some positive developments too and I would like to emphasise in particular the quick and extraordinary mobilisation of all stakeholders against violent extremism and terrorism following the Charlie Hebdo attack, the No Hate movement and the launch of the No Hate Parliamentary Alliance, as well as the entry into force of the Istanbul Convention, to give but a few examples.

Yet, the challenges that our values are facing are enormous.

In responding to these, our Assembly must stay united. Every single voice is important, as is every single action we take within our national parliaments, at European and international level counts.

I have seen in these last two years an extraordinary mobilisation of our Assembly whenever the very foundations of our values were challenged. Thanks to our common efforts and commitments, our Assembly has taken bold and principled positions whenever the fundamental principles of the Council of Europe were undermined.

I would like to thank the fantastic staff who support us and I would like to thank the Committee of Ministers and the Secretary General of the Council of Europe for their excellent co-operation, and I would like to specially thank the Secretary General of the Assembly, Mr Wojciech Sawicki.

Finally allow me to thank two of our colleagues who will leave our Assembly, Mr João Bosco Mota Amaral, an outstanding member of the Assembly, and Mr Andreas Gross, who are attending their last session.

I wish to thank you all for your support.

Discours de bienvenue à Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg, 4^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg, 29 septembre 2015

Altesses royales,

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir vous souhaiter la bienvenue dans notre palais, le Palais de l'Europe, maison des droits de l'homme, de la démocratie, et de l'État de droit. À titre personnel, j'aimerais ajouter que c'est non sans émotion que je vous accueille en ma qualité de parlementaire luxembourgeoise.

Monseigneur, je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu accepter notre invitation à vous adresser à notre Assemblée au moment où le Grand-Duché de Luxembourg assume la présidence de l'Union européenne. Il y a treize ans, lorsque vous vous êtes adressé à notre Assemblée dans le cadre de la présidence du Luxembourg du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, vous avez relevé à juste titre la complémentarité des deux institutions. Par votre présence aujourd'hui, vous renforcez l'aspect de cette complémentarité.

Les défis auxquels nous devons faire face actuellement sont plus grands que jamais: conflit en Ukraine, menaces terroristes, sans oublier les drames des flux migratoires accompagnés d'une montée de l'intolérance, du racisme et de la xénophobie. Aucun État seul ne peut faire face à ces défis. Nous devons trouver des réponses basées sur la responsabilité et la solidarité, ainsi que sur l'action.

Madame, je me permets de saisir cette occasion pour vous remercier de votre engagement infaillible dans le domaine humanitaire, que ce soit à la présidence de la Croix-Rouge luxembourgeoise, en tant qu'ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, ou qu'il s'agisse de votre soutien au développement des microcrédits.

Chers collègues, j'ai également le grand plaisir d'accueillir dans cette enceinte mon successeur au perchoir du Parlement luxembourgeois, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi que M^{me} la ministre Corinne Cahen, ministre de la Famille, qui, en sa qualité de ministre de l'Intégration, s'occupe avec engagement et compétence de l'accueil des migrants.

Altesses royales, Monsieur le Président, Madame la Ministre, je pense pouvoir dire sans fausse modestie que le Grand-Duché est bien représenté au Conseil de l'Europe: M. Dean Spielmann, Président de la Cour européenne des droits de l'homme, qui s'adressera à notre Assemblée demain, M^{me} l'ambassadeur Michèle Eisenbarth, sans oublier M^{me} Mireille Paulus, secrétaire du Comité des Ministres. Je suis ravie de pouvoir saluer dans les tribunes des représentants du Parlement des jeunes.

Chers collègues, permettez-moi à cette occasion de prononcer quelques mots dans ma langue maternelle, le luxembourgeois, *Lëtzebuergesch*. Merci aux interprètes pour leur aide précieuse.

Altesses royales, *Äer Präsenz haut ass en Encouragement an eng Ennerstëtzung fir meng Missioun als President vun dëser Assemblée, déi aus 318 Parlamentarier zesummegeat ass aus 47 Länner, déi 820 Millounen Bierger representéieren.*

Här Chamberspresident, lech wëll ech, genee esou wéi de Kollegen Deputéierten, e grouse Merci soën fir Äert Versteesdemech, dass ech esou oft an der Chamber feelen, an dass Dir mer et erlaabt mengen Aufgaben am Conseil de l'Europe nozegoën. Et ass eng grouss Eéier fir mech Verrieder vun onsem Parlament hei ze sinn.

Altesses royales, votre présence aujourd'hui est pour moi un encouragement et un soutien dans l'accomplissement de ma mission comme Présidente de cette Assemblée qui est composée de 318 parlementaires de 47 pays, représentant 820 millions de citoyens.

Monsieur le Président de la Chambre des députés, je voudrais vous remercier, ainsi que nos collègues parlementaires, pour votre indulgence à l'égard de mes nombreuses absences au parlement ; vous me permettez ainsi de remplir mes devoirs au Conseil de l'Europe. C'est un grand honneur pour moi de représenter notre parlement.

Chers collègues, je voudrais maintenant sans plus tarder demander à Son Altesse royale de bien vouloir s'adresser à notre Assemblée.

Monseigneur, c'est avec grand plaisir que je vous passe la parole.

133rd IPU Assembly General Debate on “The moral and economic imperative for fairer, smarter and more humane migration”, Geneva, 18 October 2015

Ladies and gentlemen,

I am addressing you in my capacity as President of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, a parliamentary body of a Europe-wide International organisation bringing together 47 member states and 820 million inhabitants. Therefore, today, I would like to share with you a pan-European vision of the ways to address the migration phenomenon as well as give you some examples of actions we have taken on this front.

Distinguished colleagues, migration has become a global phenomenon that must be addressed within the framework of a global and strategic approach.

As a global player, Europe must lead and shoulder its responsibilities in managing the current refugee crisis and the migration phenomenon. Migration is not a problem but a human reality, as the Director General of the IOM, Mr William Lacy Swing, pointed out this morning.

Ladies and gentlemen, “too little and too late” – this is what I would say about our response to the refugee drama up till now.

We have failed to anticipate the problem and now that we are overwhelmed by its consequences and implications, we are bargaining like carpet sellers about quotas and figures.

Colleagues, it is not about carpets, we are talking about human lives and about human dignity.

Providing shelter and support to those who flee conflict and extreme poverty is not only our moral duty. It is also our international obligation. We have to show leadership and shoulder our responsibilities.

As politicians and policy makers we have to follow the appeal that was formulated this morning. We must play the leading role. Let me present to you a blueprint of eight priorities for parliamentarians.

Ring the alarm bells

We must raise awareness, initiate a comprehensive political debate and make governments aware of the gravity of the problem and the implications.

Get organised

A migration-management strategic policy is needed in each of our countries and at European level.

Just do it

It is difficult but we have to tackle the root causes of refugee situations and irregular migration. Countries of origin need our help to build sustainable societies with accountable institutions and strong rule of law.

Human rights are yours and mine ... and theirs

Any person coming to our countries must enjoy the same rights and the same protection as we enjoy. We must be guided by the highest human rights standards, including those enshrined in the European Convention on Human Rights.

Integrate – integrate – integrate

Refugees and migrants have to become active members of our societies. We cannot afford to marginalise them and we cannot afford to treat them simply as temporary guests. We must remember that integration is a two-way process involving migrants and their host society.

Educate – educate – educate

This is one of the most important tools to promote integration and cohesion within our societies: we must help these newcomers, especially the young ones. Lack of education can lead to radicalisation.

No to stereotypes and intolerance

We must speak out against any type of discrimination, intolerance or xenophobia. This is all the more important as populist and extremist ideas are on the rise within our societies.

Think global, act local

As elected parliamentarians, we have to be active in the field, within our constituencies: talk to our citizens and reassure them, explain policy decisions, support grass-root initiatives, especially, in the field of integration and education.

I am strongly convinced that combined action in these areas will help us find solutions to one of the greatest challenges we are facing in this century.

The Parliamentary Assembly of the Council of Europe has already taken some initiatives within the framework of this approach. Let me share with you a few.

Ringling the alarm bells: We organised, in June 2015, a visit by a large group of parliamentarians from 20 European countries to refugee camps in Turkey. We saw for ourselves the enormous courage of refugees and the tremendous efforts of the Turkish authorities. We warned Syrians would be on the move massively unless action was taken. Colleagues, those who have participated brought back with them to their national parliaments a completely different vision of the migration. In a similar fashion, we will soon organise a visit by parliamentarians to the Greek island of Kos in order to gather first-hand information on the situation and the needs of the refugees and authorities.

As regards human rights, on 18 December 2015 – International Migrants Day – a number of national delegations to the Parliamentary Assembly of the Council of Europe will organise visits to detention facilities for irregular migrants in order to

check that their fundamental rights are respected and that the reception conditions are up to the standard.

To combat intolerance and hate, we have established the No Hate Parliamentary Alliance as a platform for parliamentarians to speak out against manifestations of extremism and hate, combat populist rhetoric, and share good practices. Many speakers of parliaments and heads of state and government have already spoken in support of the alliance and a month ago I promoted the alliance at the 4th World Conference of Speakers of Parliament in New York. Recently, I had the immense privilege of presenting the alliance to His Holiness Pope Francis. I am proud that he agreed to support our alliance.

Together with the Speaker of the Norwegian Parliament, Mr Olemic Thommessen, we have launched the idea of making 22 July a European Day for Victims of Hate Crime and I hope that with the support of the parliamentarians from all 47 Council of Europe member states this initiative will eventually take shape.

Ladies and gentlemen, distinguished colleagues, you may say that these are small examples. I would answer: big changes start from small steps.

Addressing the migration phenomenon is a global issue, but it requires local action by every single one of us.

Therefore, let me appeal to all of you, on behalf of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, to take action at national and local levels.

I am confident that by joining efforts and we can and shall succeed. Because we have to succeed; it is our duty.

Thank you very much for your attention.

Opening address to the Play the Game Conference Global sport: reform or revolution? Aarhus, Denmark, Sunday, 25 October 2015

I would like to thank the organisers for the excellent job they have done in bringing us all here together for this conference. From today until Wednesday, issues such as anti-doping, good governance, integrity in sport, health enhancing physical activity, the legacy of major sport events and the well-being of athletes are addressed. This conference provides a great platform for us to reflect on what we have achieved in these areas and – more importantly – what still needs to be done.

Needless to say, the topics discussed during this conference are also of great relevance for the Council of Europe. Therefore, we developed – and continue to do so – legal instruments and policy guidelines which promote the Council of Europe's core values such as human rights, democracy and the rule of law in the field of sport. We did not only develop a normative framework for our member states, we also monitor and support its implementation, for example with advisory visits and projects carried on with sport organisations and other sport stakeholders.

The Council of Europe convention on anti-doping aims to ensure fair play and protects the health and well-being of athletes – a topic which will be brought to the fore during this conference as well.

Talking about the well-being of athletes, I have the pleasure of informing you that in June 2015, the Council of Europe's Enlarged Partial Agreement on Sport (EPAS) successfully concluded the EU funded project entitled "Pro Safe Sport". One major result of the project was the creation of an online academy providing technical assistance to public authorities and sport organisations on how to ensure safe and healthy sport environments for young athletes.

Concerning, more specifically, the issue of "doping", I would like to draw your attention to the very recent Resolution 2080 of the Parliamentary Assembly on rethinking the anti-doping strategy. Doping is taking on huge proportions in amateur sport and our Assembly is alarmed by the major public health risks it engenders. Preventive work with young amateur and semi-professional athletes and the fight against trafficking should be among the priorities of the anti-doping strategy. In this respect, the Assembly made a number of concrete recommendations to national and international sports associations and federations. I would only refer to the last – but not least – of them: "Take action in primary and secondary schools, alongside the authorities, to raise awareness among young people about the risks of doping and help them to develop a sporting culture based on respect for values and sports ethics and not on winning at all costs".

Match-fixing is possibly the greatest threat to the integrity of professional sport at this moment. Our new convention on match-fixing, opened for signature only 13 months ago – in September 2014 – in Switzerland, is a response to this threat. In the meantime, two countries have already ratified it and 19 others have signed it. I would like to congratulate Norway and Portugal, which are paving the way for a quick entry into force of the convention, and to invite all other countries, including

non-European ones, to take steps towards the ratification of this unique instrument.

Match-fixing is a complex problem, and any solution will need to involve all the interested stakeholders to protect the integrity – the beauty – of the game. In the fight against match-fixing, we have to work hand in hand with the sport movement, betting operators, law-enforcement agencies, gambling regulators and public authorities. And we should seek to bring into the system not only all Council of Europe member states, but also as many other countries as possible: this is a fight that we can only win together.

Therefore, I am very happy to inform you that the European Commission and the Council of Europe will join forces in the fight against match-fixing. As of January 2016, the Council of Europe will implement the project “Keep Crime out of Sport – together against criminal manipulations of sports competitions” which will be funded by DG HOME of the European Commission. This project aims to support capacity building in the member states to successfully fight against match-fixing practices.

Presently, the spectator violence convention which was launched in 1985 is being revised and updated. The revision of this legal instrument aims at promoting an integrated multi-agency approach in the areas of safety, security and service. Since the existence of the convention many important recommendations were adopted. It was agreed to merge these recommendations

into a consolidated version which will offer practical advice on developing national responses to challenges posed by the rise of violence at sport events. It will help signatory states to establish effective partnership between all relevant stakeholders such as governments, local authorities, the police and sport organisations and draw their attention to the relevant good practices from across Europe.

The relevant committee of the Parliamentary Assembly delivered a positive assessment on the draft convention and I am certain that our final opinion will strongly support the ratification of this new instrument.

While asking spectators to behave properly, let’s not forget that those in charge should set the example. This is far from being the case.

Speaking of setting the example brings me to my next point.

Good governance is yet another topic being hotly discussed currently. The Council of Europe has conducted important work in this field and shaped the discussions in Europe in this regard – with its recommendation on the principles of good governance in sport of 2005 and the Code of Sport Ethics which was revised in 2010.

Tomorrow, Stanislas Frossard, EPAS Executive Secretary, will present to you the results of the good governance survey we implemented among the EPAS member states. Furthermore, there is a session on what national governments can do for sports governance on Monday afternoon from 2 to 4 p.m. This workshop is co-organised by EPAS.

I expect the discussions to be very interesting and I'd like to invite you to consider attending this workshop, as representatives of public authorities responsible for sport will also be present there.

Let me say that this is an area which was addressed twice by the Parliamentary Assembly of the Council of Europe in the last three years, in particular – but not exclusively – with reference to football. At the time of the adoption by the Assembly of Resolution 1875 (2012) on good governance and ethics in sport and Resolution 2053 (2015) on the reform of football governance, we faced scepticism and protests from FIFA. Today, I am sorry to note that the reality is worse than what we pointed out in our reports.

I am attached to the autonomy of the sport movement, but I just refuse the idea that some leaders of major sport organisations could act as “monarchs” who rule outside the rule of law and abuse powers and resources which are entrusted to them. Transparency and accountability shall be there. And if self-regulation cannot ensure it, this is a problem that public authorities will have to solve. This is an issue of public interest and not just a highly lucrative private business.

As I recently stated, in football, a player gets a yellow card as a warning and then a red card and is sent off. FIFA has been stacking up the yellow cards for too long – now it is time for red. Simply replacing individuals will not solve the problem. It is time to blow the final whistle on it. GAME OVER.

The No Hate Parliamentary Alliance launched by the Assembly last January brings together parliamentarians in the member states who pledge to adopt firm and proactive public positions against racism, hatred and intolerance. I would like this alliance to be extended to other international bodies, such as the European Parliament and the Inter-Parliamentary Union, and to gather the moral support from figures in the voluntary sector, sport and religion.

A number of leading personalities have already publicly supported our alliance and I was honoured that His Holiness Pope Francis is among the supporters of our No Hate Parliamentary Alliance.

Sport holds an important place in our societies. It creates the potential for thousands of sportspeople to become role models for youth, and nations to feel proud for their sportspeople's achievements in transnational championships. It is also potentially a powerful vehicle to transmit the values of fairness, respect for others and inclusion, and would therefore be a most valuable supporter to extend our No Hate Campaign.

We have a responsibility to join forces, despite our religious, cultural, national or historical differences, to defend the values of democracy, human rights and the rule of law and I hope that the sport movement will be able to join us in our endeavour to fight against racism, hatred and intolerance.

Ladies and gentlemen, let me conclude by saying that we are very happy to support this conference. I look forward to the discussions and to the contributions that the distinguished speakers and the audience will bring to the debate.

Let's play the game together!

Opening remarks at the 2015 Council of Europe Exchange on the Religious Dimension of Intercultural Dialogue, Sarajevo, 1 November 2015

Honourable Chairman of the Presidency,
Honourable President of the Interreligious Council of Bosnia and Herzegovina,
Minister,
Honourable representatives of religious communities,
Ladies and gentlemen,

It is both an honour and pleasure for me to participate in the 2015 Exchange on the Religious Dimension of Intercultural dialogue, here in Sarajevo.

Historically, Bosnia and Herzegovina has been the meeting point between different cultures and religions, a place where different ethnic, religious and cultural communities coexisted for centuries. Yet, Bosnia and Herzegovina was also a land of conflicts – we all remember the events of the 1990s and the terrible conflict that opposed former neighbours and, sometimes, friends only because they belonged to a different ethnic group and went to different churches.

Therefore, the fact that we are meeting here today is a symbol and a message that despite the conflicts of the past, it is possible to build peace and live together in unity and respect. I congratulate the authorities of Bosnia and Herzegovina for including this Exchange in the programme of the Chairmanship of the Committee of Ministers. And I welcome the fact that the senior representatives of the main religious communities of Bosnia and Herzegovina are playing a leading role in today's Exchange.

Ladies and gentlemen, let me now say a few words about the theme of this Exchange and the topics to be addressed.

As many of you will know, as former Assembly rapporteur on the religious dimension of intercultural dialogue, I take a special interest in this subject and would like to suggest a few elements that could lead our discussions.

The theme to be addressed during the 2015 Exchange – the role of religions and non-religious beliefs in preventing radicalisation and violent extremism – is timely and appropriate.

Violent extremism and terrorism are unfortunately becoming a reality of our daily life.

To combat the danger of extremism and radicalisation, we must make our democratic societies stronger, focusing on the fundamental values that bind us together. What unites us are the basic values that underpin the foundations of our societies – peace, human dignity and fundamental rights, non-discrimination, tolerance, respect and understanding.

All actors of our societies, including and especially the religious communities and non-confessional organisations, must play an active role in this process. Of course, we all know that religion may give rise to intolerance, fanaticism and violence, becoming a threat to democracy and human rights: this is unacceptable.

Also, religions may lead to inward-looking communities, cutting their members off from the society around them or even conveying to them a view of our societies as a diabolical reality to be shunned and combated. In this respect, the tragic attack on Charlie Hebdo and more in general those instances of terrorism claimed to be in the name of Islam show us that religious beliefs can be manipulated.

The contribution of religious organisations to combating effectively extremism and radicalisation is absolutely crucial. Each cultural and religious community has the responsibility and the duty to support the development of open-minded individuals, capable of critical thinking and of constructive dialogue with others. Without their commitment we can hardly build a pluralist but cohesive, democratic society.

A key question here is how can public authorities and religious leaders work together to fight against radicalisation that may lead to terrorism.

In this context the Parliamentary Assembly proposes concrete lines of action such as to:

- ▶ develop projects in collaboration with religious communities to promote shared values;
- ▶ give encouragement to projects jointly developed by several communities with a view to strengthening the social fabric.

The No Hate Parliamentary Alliance can also become, I believe, an appropriate platform for developing collaborative action between society's actors, including religious and non-confessional organisations, but also figures in the voluntary sector and sport. I was honoured that His Holiness Pope Francis agreed to support our No Hate Parliamentary Alliance and I hope that many more religious dignitaries and public figures will join in.

I am sure that these few ideas will give further inspiration to our discussion this morning.

Ladies and gentlemen, the prerequisite for living together in peace is mutual understanding and respect. Here the role of education is crucial. Therefore, the second topic of this Exchange – “Teaching about religions and non-religious beliefs at school” – is very appropriate for our discussion.

This is a very tricky issue: is it possible, without violating the duty of state neutrality, to give a different place and role to religions in the education framework? And how can we do it?

I myself have doubts about this question and probably different social contexts call for different approaches.

Because we have to abide by the principle of neutrality of education, I believe that education on religions is a matter for the religions. The role – and in fact the duty

– of the schools is to teach pupils the basics of morals, ethics and democratic citizenship.

The Parliamentary Assembly follows this approach too and calls for co-operation between the state and religious communities “so that the teaching of religion becomes an opportunity for reciprocal listening and for developing critical thinking, including within the religious communities themselves.”

We should look for innovative approaches where different religions are presented together and in a non-competitive way. The key word should be “encounter” and the methodology should be “reciprocal listening”. The state should have here a role of facilitator of these encounters within or outside schools and ensure that they are not diverted from the objective to create a place for dialogue, intended to educate on “building inclusive societies together”.

This brings me to the third topic of our exchange, which is “building inclusive societies together”.

His Holiness Pope Francis, when addressing the Council of Europe, called for “mutual engagement in a far-ranging reflection aimed at creating a sort of new ‘agora’, in which all civic and religious groups can enter into free exchange, while respecting the separation of sectors and the diversity of positions, an exchange inspired purely by the desire of truth and the advancement of the common good”.

As some of you may remember, the Parliamentary Assembly formulated a similar idea in 2011, when we examined the issue of the religious dimension of intercultural dialogue.

More recently, in our recommendation on freedom of religion and living together in a democratic society the Assembly considered that the Council of Europe should step up its co-operation with the main religious communities and the main European organisations representing the secular humanist and philosophical world.

We recommended that the Committee of Ministers should “set up a stable and officially recognised platform for dialogue between the Council of Europe and senior representatives of religions and non-denominational organisations in order to consolidate the existing relations with those partners and foster active commitment by all the stakeholders in activities to promote the Organisation’s fundamental values, which underpin ‘living together’”.

This platform should be a flagship initiative, included among the Council of Europe priorities, linked to the holding of thematic meetings on the religious dimension of intercultural dialogue, also to make them more operational, and it should be intended to develop synergies in the action of different stakeholders, including with Council of Europe projects and initiatives in the field of education, culture and youth, such as the “No Hate Speech Movement – Young People for Human Rights Online”, “Education for Democratic Citizenship and Human Rights” and “Intercultural Cities”.

Today’s Exchange gives an opportunity to examine this idea further and I hope that our discussion will contribute to the creation of this platform. I can assure you that the Parliamentary Assembly gives its full support to this initiative and I hope

that the Committee of Ministers will be ready to support it too. However, what is really crucial is the interest and commitment of the religious institutions and this Exchange could be a first opportunity for their representatives to express their views on the Assembly proposal.

I thank you for your attention and wish you a fruitful Exchange.

Visites et réunions

1. 1^{re} partie de la session ordinaire de 2014, Strasbourg (27-31 janvier 2014)
2. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (5-6 février 2014)
3. Visite de travail à Strasbourg (13-14 février 2014)
4. Visite de travail à Strasbourg (20-21 février 2014)
5. Visite de travail à Strasbourg (4-5 mars 2014)
6. Réunions du Bureau et de la Commission permanente, Paris (5 mars 2014)
7. Participation à la 58^e session de la Commission sur le statut de la femme (CSW) et réunions bilatérales à l'ONU (New York, 10-12 mars 2014)
8. Participation à la conférence « 1914 – L'effondrement d'un ordre de paix: la paix démocratique est-elle une alternative? », coorganisée par le Parlement autrichien et l'Institut autrichien de politique internationale, Vienne (17 mars 2014)
9. Réunions, Luxembourg (19 mars 2014)
10. Visite du Comité des Présidents en Ukraine (21-25 mars 2014)
11. Visite de travail à Strasbourg (26-27 mars 2014)
12. Visite de travail à Strasbourg (2-4 avril 2014)
13. 2^e partie de la session ordinaire de 2014, Strasbourg (7-11 avril 2014)
14. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (16 avril 2014)
15. Réunions, Luxembourg (17 avril 2014)
16. Visite de travail à Strasbourg (29-30 avril 2014)
17. 124^e session du Comité des Ministres, Vienne (5-6 mai 2014)
18. Visite en Grèce (Athènes, 7-8 mai 2014)
19. Visite du Comité des Présidents à Luxembourg (12-13 mai 2014)

20. Réunion de la commission pour le respect des obligations et engagements des États membres, Paris (15-16 mai 2014)
21. Visite de travail à Strasbourg (19 mai 2014)
22. Réunions du Comité des Présidents, du Bureau et de la Commission permanente de l'Assemblée, Bakou, Azerbaïdjan (21-23 mai 2014)
23. Réunions bilatérales avec le Centre Nord-Sud et l'UEFA, Lisbonne (24-27 mai 2014)
24. Réunion de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination, Paris (2 juin 2014)
25. Réunions bilatérales, Strasbourg (5 juin 2014)
26. Visite officielle en Irlande, Dublin (11-12 juin 2014)
27. Réunions, Luxembourg (16 juin 2014)
28. Conférence du Rotary, Strasbourg (19-20 juin 2014)
29. 3^e partie de la Session ordinaire de 2014, Strasbourg (22-26 juin 2014)
30. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (2 juillet 2014)
31. Session plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation internationale de la francophonie, Ottawa, Canada (6-8 juillet 2014)
32. Visite officielle en République de Moldova (16-18 juillet 2014)
33. 76^e session internationale du Parlement européen des jeunes, Barcelone (31 juillet-1^{er} août 2014)
34. Visite de travail à Strasbourg (8 août 2014)
35. Visite de travail à Strasbourg (18 août 2014)
36. Première réunion du jury du prix des droits de l'homme Václav Havel 2014 et visite officielle en République tchèque (Prague, 25-28 août 2014)
37. Réunions du Comité des Présidents et du Bureau, et réunions avec la délégation russe, Paris (1^{er}-2 septembre 2014)
38. Visite officielle en Roumanie (3-5 septembre 2014)
39. Visite officielle et Conférence européenne des présidents de parlement, Oslo (10-12 septembre 2014)
40. Visite de travail à Strasbourg (15-17 septembre 2014)
41. 13^e Conférence des ministres responsables du sport, Macolin, Suisse (17-18 septembre 2014)
42. Conférence « À l'abri de la peur, à l'abri de la violence », célébrant l'entrée en vigueur de la Convention d'Istanbul, Rome (18-20 septembre 2014)
43. Visite de travail en Azerbaïdjan (21-24 septembre 2014)

44. 4^e partie de la session ordinaire de 2014, Strasbourg (29 septembre-3 octobre 2014)
45. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (6 octobre 2014)
46. Conférence sur le Conseil de l'Europe, université de Tübingen, Allemagne (6 octobre 2014)
47. Visite de travail à Strasbourg (8 octobre 2014)
48. Conférence de haut niveau sur la Charte sociale européenne, Turin (18 octobre 2014)
49. Visite de travail à Strasbourg (22 octobre 2014)
50. Visite de travail en Espagne (Madrid, 29-31 octobre 2014)
51. Visite de travail à Strasbourg (3 novembre 2014)
52. Réunions, Luxembourg (11 novembre 2014)
53. Visite du Comité des Présidents en Russie (13 novembre 2014)
54. Réunions du Bureau et du Comité des Présidents, et visite officielle en Belgique (16-19 novembre 2014)
55. Réunions bilatérales et visite de Sa Sainteté le pape François, Strasbourg (24-25 novembre 2014)
56. Visite de travail à Strasbourg (1^{er}-2 décembre 2014)
57. Conférence sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes, Paris (4 décembre 2014)
58. Visite officielle en France (Paris, 8-10 décembre 2014)
59. Visite de travail à Strasbourg (6-7 janvier 2015)
60. Visite officielle en Allemagne (12-15 janvier 2015)
61. Réunions du Bureau et du Comité des Présidents, et visite officielle en Ukraine (16-17 janvier 2015)
62. Réunion du Comité des Présidents avec la délégation russe, Strasbourg (25 janvier 2015)
63. 1^{re} partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg (26-30 janvier 2015)
64. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (3-4 février 2015)
65. Visite de travail à Strasbourg (10-11 février 2015)
66. Cérémonie au cimetière juif de Sarre-Union, France (17 février 2015)
67. Visite officielle en Croatie (19-20 février 2015)
68. Réunions, Luxembourg (23 février 2015)

69. Conférence consacrée au 25^e anniversaire du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), Strasbourg (2 mars 2015)
70. Visite d'un centre de rétention pour migrants au Luxembourg (3 mars 2015)
71. Réunions du Bureau et du Comité des Présidents, Paris (4-6 mars 2015)
72. Visite officielle en Serbie (9-11 mars 2015)
73. Visite officielle en Bosnie-Herzégovine (11-13 mars 2015)
74. Réunion conjointe du Comité des Présidents et du Bureau élargi de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), et participation à la 102^e session plénière de la Commission de Venise (21-22 mars 2015)
75. Réunion de la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, Paris (23 mars 2015)
76. Conférence de haut niveau sur «La mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme, notre responsabilité partagée» et réunions bilatérales, Bruxelles (25-26 mars 2015)
77. Participation à la marche internationale contre le terrorisme et réunions bilatérales, Tunis (28-29 mars 2015)
78. Visite officielle en Italie (Rome, Sicile, 30 mars-2 avril 2015)
79. Visite officielle en Turquie (Ankara, Gaziantep, Istanbul, 7-10 avril 2015)
80. Visite de travail en Arménie (13-14 avril 2015)
81. 2^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg (20-24 avril 2015)
82. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (29 avril 2015)
83. Participation à la conférence Lennart Meri et réunions bilatérales, Estonie (25-26 avril 2015)
84. Visite officielle en Lettonie (27-28 avril 2015)
85. Visite de travail à Strasbourg (29 avril 2015)
86. 8^e édition de Connected Women, locaux de PwC, Crystal Park, Luxembourg (30 avril 2015)
87. Visite officielle en Géorgie (6-8 mai 2015)
88. Commémoration du 70^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, Strasbourg (9 mai 2015)
89. Cérémonie de remise du prix international Charlemagne, Aix-la-Chapelle, Allemagne (14 mai 2015)
90. 125^e session du Comité des Ministres, Bruxelles (19 mai 2015)

91. Réunions du Bureau, de la Commission permanente et du Comité des Présidents, Sarajevo (20-22 mai 2015)
92. Symposium européen contre le discours de haine, Strasbourg (28-29 mai 2015)
93. Réunions de commissions de l'Assemblée, Paris (1^{er}-2 juin 2015)
94. Conférence sur la lutte contre la corruption, Rome (3-4 juin 2015)
95. Réunions, Luxembourg (5 juin 2015)
96. Visite de travail à Strasbourg (8 juin 2015)
97. Visite aux institutions des Nations Unies à Genève (8-10 juin 2015)
98. Commission ad hoc du Bureau sur l'arrivée massive de réfugiés en Turquie, Istanbul et Gaziantep (14-16 juin 2015)
99. 3^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg (22-26 juin 2015)
100. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (30 juin 2015)
101. Visite officielle au Portugal (1^{er}-3 juillet 2015)
102. Signature de la Convention du Conseil de l'Europe sur la manipulation de compétitions sportives, par le Luxembourg, l'Espagne et la Pologne, en marge de la réunion informelle des ministres du Sport de l'Union européenne, Luxembourg (7 juillet 2015)
103. Cérémonie à la mémoire des victimes des attentats du 22 juillet 2011 à Oslo et Utoya, Oslo, Norvège (22 juillet 2015)
104. Visite de travail à Salzbourg, Autriche (23-24 août 2015)
105. 1^{re} réunion du jury du prix des droits de l'homme Václav Havel 2015, Prague (25 août 2015)
106. Réunions du Bureau et du Comité des Présidents, Paris (30 août 2015)
107. 4^e Conférence mondiale des présidents de parlement et réunions bilatérales, New York (1^{er}-4 septembre 2015)
108. Réunions de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable, Paris (11 septembre 2015)
109. Visite de travail à Strasbourg (14-15 septembre 2015)
110. Réunion conjointe du Comité des Présidents de l'APCE et de la Conférence des présidents du Parlement européen, Bruxelles (16 septembre 2015)
111. Audience avec Sa Sainteté le pape François et réunions officielles au Saint-Siège, Rome (18 septembre 2015)
112. 4^e partie de la session ordinaire de 2015, Strasbourg (28 septembre-2 octobre 2015)

113. Conférence sur la contribution du sport à la croissance économique, la richesse et l'emploi, Luxembourg (6 octobre 2015)
114. Réunion des Délégués des Ministres et réunions bilatérales, Strasbourg (6-7 octobre 2015)
115. Réunions, Strasbourg (15-16 octobre 2015)
116. 133^e Assemblée de l'UIP, Genève (17-19 octobre 2015)
117. Réunions avec le Comité international olympique, Lausanne (20 octobre 2015)
118. Réunions et participation à la 29^e session du Congrès, Strasbourg (21 octobre 2015)
119. Conférence «Play the Game 2015», Aarhus, Danemark (25-27 octobre 2015)
120. Réunion avec les membres du Conseil nordique, Reykjavik, Islande (27-29 octobre 2015)
121. Ouverture de l'événement «Luther 2017 – 500 ans de réforme», Strasbourg (31 octobre 2015)
122. Rencontre 2015 du Conseil de l'Europe sur la dimension religieuse du dialogue interculturel : Construire ensemble des sociétés inclusives, Sarajevo (2-3 novembre 2015)
123. Groupe de haut niveau sur le sport et réunions bilatérales avec des membres de la Commission européenne, Bruxelles (9 novembre 2015)
124. Réunions, Luxembourg (12-13 novembre 2015)
125. Réunions bilatérales en marge du Forum mondial de la démocratie, Strasbourg (17-20 novembre 2015)
126. Réunions du Bureau, de la Commission permanente et du Comité des Présidents, Sofia (26-27 novembre 2015)
127. Visite de travail en Autriche, Vienne (4 décembre 2015)
128. Visite officielle au Maroc, Rabat-Fès (7-10 décembre 2015)
129. Réunion du Bureau, Londres (14 décembre 2015)
130. Visite de travail au Royaume-Uni (15 décembre 2015)
131. Conférence «Une réponse humanitaire et politique globale à la crise des migrations et des réfugiés en Europe», Paris (16 décembre 2015)
132. Visite de travail à Strasbourg (16 décembre 2015)
133. Visite d'un centre d'accueil de migrants au Luxembourg (18 décembre 2015)
134. Visite de travail à Strasbourg (5-6 janvier 2016)
135. Visite de travail en Allemagne (Berlin, Golzow, 11-12 janvier 2016)
136. Réunion du Comité des Présidents, Luxembourg (14 janvier 2016)

« Je suis très fier de présider une Assemblée qui regroupe 324 parlementaires de 47 pays européens, représentant 820 millions de citoyens.

Pour tirer profit de cette diversité, il faut, en dehors du dialogue permanent et du respect mutuel, faire l'effort de comprendre l'autre avec son vécu, son histoire, sa culture, ses sensibilités et ses opinions politiques. Notre rôle est de défendre ensemble nos valeurs avec détermination et engagement, tout en soulignant que ces valeurs ne sont pas négociables.

Les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit ne connaissent et ne devront jamais connaître de frontières.

Les défis qui nous attendent sont énormes. Ils vont de la montée des extrémismes et du terrorisme à la traite des êtres humains, la violence contre les femmes et les enfants ou, encore, les dangers liés aux nouvelles technologies, pour n'en citer que quelques-uns. Aussi devons-nous réagir rapidement et efficacement à des situations de crise dans nos États membres ainsi que dans notre voisinage.

Mettons en valeur ce qui nous unit et non ce qui nous sépare. Ce qui nous unit, ce sont les objectifs du Conseil de l'Europe : renforcer les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, en nous rappelant que nos valeurs ne sont pas des acquis, mais qu'il faut les défendre jour après jour. »

Anne Brasseur

Présidente de l'Assemblée parlementaire

PREMS 210615

FRA

www.coe.int
assembly.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. L'Assemblée parlementaire, composée d'élus issus des 47 parlements nationaux, est un lieu de débats et de propositions sur les questions sociales et politiques du continent. Elle est à l'origine de nombreuses conventions de l'Organisation, dont la Convention européenne des droits de l'homme.

